CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

RAPPORT ANNUEL 1991–1992

À L'HEURE DES CHANGEMENTS PLANÉTAIRES

Siège social du CRDI
CRDI, BP 8500, Ottawa, Ontario, Canada K1G 3H9

Bureau régional pour l'Afrique centrale et occidentale
CRDI BP 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal

Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord
CRDI, BP 14 Orman, Giza, Le Caire, Égypte

Bureau régional pour l'Afrique orientale et australe
CRDI, PO Box 62084, Nairobi, Kenya

Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et de l'Est
CRDI, Tanglin PO Box 101, Singapore 9124, République de Singapour

Bureau régional pour l'Asie du Sud
CRDI, 11 Jor Bagh, New Delhi 110003, Inde

Bureau régional pour l'Amérique latine et les Antilles
CRDI, Casilla de Correos 6379, Montevideo, Uruguay

Veuillez adresser vos demandes d'information au sujet du CRDI et de ses activités au bureau de votre région.

© Centre de recherches pour le développement international 1992
CP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9

CRDI, Ottawa, Ont., CA

IDRC-003/92e,f

Rapport annuel CRDI 1991–1992. Ottawa, Ont., CRDI, 1992. 57 p. : ill.

/Rapports annuels/, /CRDI/ , /recherche sur le développement/.

CDU : 338.001

ISBN: 0-88936-652-7
ISSN : 0704-7584

Édition microfiche offerte sur demande.

Ce livre est imprimé sur du papier recyclé.

Rapport annuel 1991–1992

Le Centre de recherches pour le développement international

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) est une corporation instituée en 1970 par le Parlement du Canada pour encourager et subventionner des recherches techniques et scientifiques réalisées par les pays moins avancés, pour leur propre bénéfice.

Les domaines d'étude auxquels le CRDI prête une aide professionnelle et financière concernent : l'agriculture; l'entreposage, le traitement et la distribution des vivres; la nutrition; la foresterie; les pêches, la zootechnie; l'environnement; l'énergie; les maladies tropicales; l'approvisionnement en eau; les services de santé; l'éducation; la démographie; l'économie; les technologies de l'information et des communications et la formation de réseaux; les politiques urbaines; les questions liées aux femmes et le développement; la création de compétences; la diffusion et l'utilisation des résultats de la recherche.

Bien que les fonds du CRDI proviennent totalement d'une subvention du gouvernement du Canada, le CRDI est dirigé par un Conseil des gouverneurs international, formé de 21 personnes. Aux termes de sa loi constitutive, le président, le vice-président et neuf gouverneurs doivent être de citoyenneté canadienne; parmi les dix autres gouverneurs, en fait huit sont des ressortissants de pays en développement.

Les programmes du CRDI aident les pays en développement à se doter des ressources et des institutions scientifiques requises pour résoudre leurs propres problèmes.

Le CRDI met en évidence le rôle du scientifique dans le développement international et encourage les pays du Sud à faire appel aux capacités de leur propre communauté scientifique. Les projets de recherche subventionnés par le CRDI sont proposés, élaborés, dirigés et administrés par les chercheurs du Sud dans leurs propres pays, en fonction de leurs propres priorités.

Le CRDI aide à la création et au soutien de réseaux de recherche internationaux qui permettent aux pays en développement de profiter mutuellement de leurs travaux, de mettre en commun leur expérience et d'effectuer des recherches visant un même but. Il favorise également la coopération entre les chercheurs des pays en développement et leurs homologues canadiens.

Le CRDI, dont le siège est à Ottawa, a six bureaux régionaux situés dans les pays suivants : Le Caire, Égypte; New Delhi, Inde; Nairobi, Kenya; Dakar, Sénégal; Singapour; et Montevideo, Uruguay.

Sommaire

Le CRDI à l'heure des changements planétaires 3

Maîtrise des richesses naturelles dans un environnement durable 10

La recherche en sciences sociales sous le signe du dynamisme 12

Une approche intégrée pour la recherche en santé 14

L'information au service du développement 16

Initiatives à l'échelle institutionnelle 17

Information sur les projets, les publications et les services de la bibliothèque du CRDI 20

Quelques exemples de projets 22

Le Conseil des gouverneurs 26

Cadres supérieurs et Directeurs régionaux 27

Cadres supérieurs et Directeurs régionaux pour l'année 1992–1993 28

Exposé financier et faits saillants 29

Rapport du vérificateur 40

États financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 1992 41

Annexe : Bourses 49

Le CRDI à l'heure des changements planétaires

Le CRDI a été institué dans la mouvance des années 1970 pour contribuer, par la recherche, à l'essor des pays en développement. Les changements intervenus dans l'état des relations Nord–Sud ont amené le Centre à revoir ses orientations en 1980 et, de nouveau, en 1985. Les années 1991 et 1992 ont amené un changement de cap encore plus prononcé. Le CRDI n'est pas le seul organisme à reconnaître la nécessité impérieuse de redéfinir dès maintenant ses orientations stratégiques. Une vaste majorité des institutions de développement agissent ainsi.

Quatre raisons justifient une telle démarche. En premier lieu, il faut reconnaître que même si l'assistance technique a contribué de manière positive et irréfutable à améliorer le sort des populations du tiers-monde, le besoin d'en accroître l'efficacité et de mieux cibler ses objectifs est manifeste. Deuxièmement, force est de constater et d'admettre avec lucidité les déficiences des modèles de développement adoptés et des méthodes empruntées pour y parvenir. La troisième raison est que le monde a connu des changements plus dramatiques dans les cinq dernières années qu'au cours de toute autre période de cinq ans de l'histoire humaine. La quatrième découle d'une meilleure compréhension de la complexité du processus de développement et de ses liens avec des facteurs aussi primordiaux que le respect des droits de la personne, de l'environnement et du rôle de la femme : autant de facettes du concept de développement durable.

La nouvelle donne politique

Dans ces conditions, le Conseil et la direction du Centre ont analysé le nouveau contexte suivant sept axes de changement.

La première série de transformations a trait à la rapide redistribution des cartes sur le terrain géopolitique. L'équilibre du pouvoir Est–Ouest qui a caractérisé l'après-guerre, prémisse incontournable de toute conception du développement, a été bouleversé. Le rôle de l'État-nation diminue graduellement tandis que l'avènement d'entités supranationales et transnationales contribue à l'érosion de la capacité de l'État à maîtriser, seul, les leviers économiques et les forces qui s'exercent sur le plan économique, écologique et social. La jurisprudence même tend à faire de la personne, et non seulement de l'État et des institutions internationales, un «sujet» de droit international.

Demande accrue et croissance démographique

Le deuxième ensemble de changements concerne l'accroissement explosif de la demande sociale dans les régions en développement, conséquence directe de la croissance démographique des 50 dernières années. Les besoins alimentaires et nutritionnels se sont multipliés plusieurs fois, notamment dans les pays les plus pauvres. Même si la production agricole

pourrait plus que suffire à nourrir la population du globe, les structures politiques, sociales et institutionnelles actuelles se sont révélées incapables, sur le plan national aussi bien qu'international, de répondre aux besoins. Les exigences en matière de soins de santé primaires et d'éducation dans le monde en développement sont loin d'être satisfaites.

L'urbanisation accélérée a créé d'immenses attentes en thème de logement, de salubrité, de transport et d'approvisionnement en énergie. Qui plus est, l'écosystème de la planète montre ses limites et pourrait bien ne pas tolérer indéfiniment les pressions causées par une croissance démographique et un développement incontrôlés. Le mode de vie, l'exploitation des ressources et les systèmes de production devront radicalement changer si l'on veut être en mesure de relever le défi que pose le concept de développement durable.

Interdépendance mondiale

Le troisième ensemble de changements se rapporte aux profondes transformations qui touchent l'interdépendance économique mondiale. La croissance rapide et la mondialisation des marchés financiers donnent lieu au jeu compliqué de transactions de plus en plus détachées de l'appareil de production et de distribution des biens et services. Le commerce international est moins axé sur l'échange de marchandises (exportées surtout par les pays en développement) et plus résolument orienté vers la prestation de services de technologies de pointe et de produits de transformation (qui forment, de manière typique, les exportations des pays industrialisés). En l'espace de quelques années, de nouveaux blocs commerciaux puissants qui influeront de manière déterminante sur l'avenir des pays développés et en développement ont émergé.

Peau de chagrin

Les efforts en faveur du développement sont affectés par un quatrième groupe de facteurs : l'affaiblissement de la volonté internationale d'investir dans le développement international et la diminution correspondante des ressources disponibles. Les médias et les sondages font état de la lassitude qui gagne nos pays. Les gouvernements faisant écho à ce sentiment populaire et aux difficultés engendrées par la récession économique maintiennent inchangés les budgets de l'aide qui stagnent parfois en deçà de la courbe d'inflation.

Technologie : gageure ou occasion de progrès ?

Un cinquième ensemble de changements concerne l'avance technologique qui, bénéfique pour certains, est susceptible d'approfondir les écarts et de rendre irrémédiables les problèmes auxquels d'autres pays doivent faire face. Nombre de découvertes dans le domaine des biotechnologies, de la micro-électronique et des matériaux nouveaux contribuent à une transformation rapide des règles du jeu qui ont caractérisé les marchés internationaux depuis 1945. Les individus, les groupes et les nations qui participent activement à la création et à l'échange de ces nouvelles technologies progresseront à l'intérieur du nouvel ordre, tandis que ceux qui accusent du retard seront marginalisés. Les pays les moins avancés seront très probablement à compter parmi les perdants.

Influences culturelles

Il convient également d'être attentif aux changements culturels qui influent sur la notion du développement, lorsqu'ils ne la remettent pas en cause. On ne peut en effet faire abstraction de l'éveil des valeurs religieuses, de la résurgence des attaches ethniques et de la montée des fondamentalismes.

Activités de recherche plus intenses au Sud

La capacité des pays en développement à entreprendre des travaux de recherche aux échelons national, régional et interrégional, s'est considérablement accrue. En l'espace de 20 ans, de 1965 à 1985, le nombre de spécialistes de l'agriculture dans le tiers-monde a quadruplé et est estimé à 45 000 chercheurs. Le financement de la recherche pour le développement et le nombre d'organismes engagés dans ce domaine ont suivi également une courbe ascendante. L'aide extérieure à la recherche dans les pays en développement s'élève aujourd'hui à près de 2 milliards de dollars américains.

Ce nonobstant, les dépenses globales au titre de la recherche et du développement dans les pays du Sud dépassent à peine 6 % des sommes engagées pour la même fin dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Dans le même ordre d'idées, signalons que les dépenses en recherche des dix plus grandes sociétés américaines dépassaient en 1991 celles de tous les pays du tiers-monde regroupés.

La nature et les modalités de la recherche ont considérablement évolué. De nouvelles technologies, notamment dans les domaines des télécommunications et de l'informatique, ouvrent de nos jours d'immenses possibilités d'accroître la vitesse et l'efficacité de l'investigation scientifique. Toutefois, beaucoup reste à faire, y compris des études sur l'efficacité du processus de recherche lui-même au regard des questions et des mécanismes qui intéressent le développement.

Mondialisation et nouveaux modèles de développement

La mondialisation est indéniablement un phénomène contemporain qu'il faut prendre en compte. La facilité et l'étendue des déplacements internationaux signifie qu'aucun pays, riche ou pauvre, n'est à l'abri derrière ses frontières. Les pays n'ont, par exemple, aucun moyen de stopper l'arrivée indésirable d'un virus comme celui du sida (syndrome de l'immunodéficience acquise). Les progrès de la télématique et la configuration actuelle du monde des affaires rendent toutes les frontières nationales vulnérables aux flux d'information et de ressources. Aucune structure, juridique, institutionnelle ou autre, ne peut élever une barrière contre l'immigration illégale ou l'importation de drogues illicites du Sud vers le Nord. La prise de conscience de la petitesse de notre globe et l'intérêt collectif pour sa protection est un des faits les plus remarquables de notre époque.

Comment tout cela influe-t-il sur le contexte dans lequel les chercheurs, les décideurs et les autres acteurs sur la scène du développement vont intervenir ? Rappelons, à ce titre, que beaucoup de pays en développement sont en voie de changer rapidement leur approche face aux problèmes qu'ils ont à résoudre et à leur développement. L'acceptation de l'économie de marché en est un exemple. Un deuxième exemple est constitué par la volonté manifeste de dépasser rapidement un système fondé sur la monoculture et la production de matières premières pour s'engager dans des sphères de haute technologie. Une autre tendance favorise la multiplication et le

renforcement des regroupements régionaux. Les changements d'attitude dans le commerce international, la haute finance et les sciences, au Nord comme au Sud, sont aussi manifestes.

La théorie de la modernisation qui a prévalu après la Deuxième Guerre mondiale a considéré le développement dans un cadre dialectique : un pays pauvre avait un retard à rattraper par rapport à un pays soi-disant «développé». Jusqu'à un certain point, cette vision a été supplantée dans les années 1960 par ce qu'on pourrait définir comme la «théorie de la dépendance». Cette école de pensée, pour qui la cause de la pauvreté réside dans la structure de la production et les termes de l'échange, favorisait le développement d'industries nationales par le contrôle des importations. Aujourd'hui, la mondialisation crée des conditions favorables à l'avènement de nouveaux modèles évolutifs de développement et de relations internationales. On a parfois tendance à oublier que la mondialisation est un phénomène à deux voies. De plus en plus, l'aide au développement doit être considérée comme un investissement qui conditionne notre propre avenir sur le plan politique, commercial, environnemental, scientifique et même social. Puisque les pays du Nord sont placés devant le défi de préserver leur prospérité tout en veillant à une exploitation avisée des ressources, de nombreuses solutions inventées dans le Sud s'avéreront extrêmement utiles pour nos sociétés.

Que faut-il donc faire ?

Dans ce contexte, la tâche qui incombe au CRDI, en conformité avec sa mission, est triple. Notre vision du développement doit s'inspirer de l'idée que seul le savoir affranchit. On doit s'attacher, en conséquence, à combler l'écart des connaissances en intensifiant les efforts pour susciter, diffuser et appliquer tout acquis scientifique ou de nature à servir cette cause. Il apparaît impératif que la contribution économique de la moitié du genre humain, les femmes en l'occurrence, soit définie et prise pleinement en compte. Si le développement nous tient à coeur, nul aspect lié à la richesse, à la pauvreté, à la santé ou au développement des ressources humaines et aucune question ayant pour objet l'épanouissement de la culture, la protection de l'environnement ou le respect des droits de la personne ne sauraient être examinés et résolus sans que les femmes apportent leur concours, leur éclairage et leur vision propre.

Nous devons, en deuxième lieu, repenser les formes d'interaction les plus appropriées entre les différentes composantes sociales. Les pays en développement devront, en particulier, réévaluer les attitudes conflictuelles et concurrentielles entre l'appareil gouvernemental, les organisations syndicales, l'université et le secteur privé. Il convient de mettre en oeuvre de nouveaux modes de gestion dans lesquels le rôle des organisations non gouvernementales (ONG) sera reconnu à sa juste valeur.

Troisièmement, il est indispensable d'accroître la cohérence et l'efficacité de l'action internationale et en particulier du réseau des organismes multilatéraux et bilatéraux d'aide au développement. Le système, conçu pour surmonter l'irréductible opposition entre «sous-développement et développement» et entre «économie libre et économie planifiée», doit être réexaminé à la lumière de la situation actuelle.

Recentrage des orientations du CRDI

Au vu des changements intervenus dans le monde en développement et de la volonté de repenser les modèles qu'une telle transformation appelle, le CRDI devait revoir ses orientations. La mission du Centre, telle que définie par la loi constitutive de 1970, demeure inchangée, à savoir «entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur les moyens d'appliquer et d'adapter des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions». Toutefois, considérant la nécessité de tracer pour le Centre un créneau stratégique «orienté vers les réalisations concrètes», son mandat devait être étendu, élargi et modifié.

La situation internationale est trop complexe, vitale et délicate pour laisser au hasard les questions relatives au développement et à la coopération internationale. À cet égard, le Centre est bien placé pour rendre, autant au Canada qu'au monde en développement, trois services particuliers. Il est capable d'intervenir en synergie avec les facteurs sociaux, technologiques, économiques et autres qui influent sur le processus du développement. Son action, élargie au monde entier, s'inscrit dans le long terme et le rend, par exemple, apte à témoigner qu'une gestion durable est essentielle à la survie et au progrès des pays du Nord et du Sud. Il sait, en troisième lieu, faire levier sur le partenariat au service du développement.

Tenant compte de l'importance de cet apport, le Conseil a résolu que l'action du Centre serait guidée par les grandes orientations suivantes :

- affronter opportunément les questions d'envergure mondiale et interrégionale;
- tirer plein parti des potentialités de recherche;
- associer d'autres interlocuteurs à son action et
- être un médiateur de savoir.

Une approche globale

Grâce à la maturité atteinte par beaucoup de pays en développement (qui sont désormais en mesure de prendre en charge certains aspects de recherche de manière plus ponctuelle et circonscrite), le CRDI entend engager proportionnellement davantage de ressources à des activités pluridisciplinaires entreprises à l'échelle mondiale et interrégionale et attentivement sélectionnées. Ces projets auront préséance sur les activités de recherche nationales et régionales que le CRDI avait coutume d'appuyer, sans toutefois les remplacer.

Mettre en valeur le potentiel de la recherche

De nos jours, la recherche pour le développement n'est pas seulement confrontée au problème du financement (bien que cet aspect soit important) mais doit veiller à faire le meilleur emploi des ressources existantes. Le CRDI y contribuera de deux manières :

- en accordant une plus grande attention à l'utilisation des acquis de la recherche et
- en contribuant à comprendre les facteurs qui sont gages de succès.

Le CRDI entend déployer plus d'énergies et consacrer davantage de ressources à la diffusion des résultats des projets qu'il subventionne afin qu'ils

rejoignent un plus vaste public, répondent à des attentes mieux définies et à des besoins clairement identifiés par les utilisateurs potentiels, qu'il s'agisse de modalités de mise en oeuvre, d'avantages ou de coûts. La collaboration entre les chercheurs et les utilisateurs possibles (entrepreneurs, décideurs et autres intervenants) sera favorisée en tant que moyen utile au processus. Dans la mesure du possible, on cherchera à associer le secteur privé à cet effort.

Pour une recherche efficace

Le Centre intensifiera ses efforts pour évaluer les clefs du succès de la recherche pour le développement. Un nouveau programme sera élaboré pour appuyer des études sur les formes d'organisation de la recherche les plus efficaces ou les modalités permettant une utilisation plus étendue et plus rapide des résultats de la recherche.

Pour une action commune

Le Centre recherche la collaboration étroite d'autres intervenants, y compris les universités et les chercheurs canadiens, les organismes multilatéraux, les autres donneurs et, par-dessus tout, les partenaires des pays en développement, afin d'élargir le bassin des ressources financières disponibles pour mener la recherche indispensable et influer, grâce à cette même recherche, sur le développement. Ce nouvel élan permettra au Centre de rendre encore plus pertinente la mission qui lui est confiée par la Loi et qui lui prescrit «de promouvoir la coopération en matière de recherche portant sur les problèmes de développement entre les régions développées et les régions en voie de développement, à leur avantage réciproque et d'encourager en général la coordination de la recherche pour le développement international».

Le principe du respect mutuel continuera d'inspirer les choix du Centre. Des groupes consultatifs et d'autres dispositifs de consultation permettront au Centre de travailler encore plus étroitement avec les chercheurs et les décideurs des pays en développement.

Le soutien à la coopération Sud–Sud demeure une caractéristique des opérations du Centre. Le CRDI mettra à l'essai de nouvelles techniques de communication pour accroître le partage des connaissances entre les pays et cherchera le moyen d'améliorer les réseaux existants.

La communauté canadienne pour le développement, qui n'a jamais atteint une taille considérable, tend à devenir plus petite encore. Les occasions pour les Canadiens de prendre une part active au développement sont plus limitées qu'autrefois. À cet égard, la complémentarité du CRDI et de l'ACDI, l'Agence canadienne de développement international, suggère la poursuite des récents efforts pour tirer parti d'affinités réelles. L'action commune avec d'autres organismes canadiens devrait dépasser le cadre traditionnel et asymétrique de l'assistance technique Nord–Sud pour plutôt se focaliser sur les intérêts mutuels du Canada et des pays en développement.

Le Centre entretient déjà des rapports étroits avec un peloton d'organismes et de fondations qui consacrent la plupart de leurs ressources au soutien de la recherche pour le développement. Le Centre entend renforcer et étendre les liens noués avec ces organismes et d'autres institutions de financement du développement. Ces dernières englobent certains grands organismes de

prêt dont les affectations à la recherche sont importantes en termes absolus, même si elles ne représentent qu'une petite fraction de leur budget.

Médiateur de savoir

Par delà le financement qu'il assure à la recherche, le CRDI agit en médiateur de savoir. Ses liens étendus avec un vaste réseau de chercheurs canadiens et des pays du Sud, sans oublier son accès à l'information sur le développement et sur la science et la technologie, lui donnent faculté d'informer et d'influencer maints organismes de développement, tant au Canada que dans les pays du Sud.

L'information obtenue sur l'évolution technologique et sur les changements planétaires de même que sur l'efficacité des systèmes de recherche, permet au Centre de jouer pleinement son rôle. La connaissance acquise lors de l'évaluation des projets et des programmes permettra d'informer et d'influencer d'autres acteurs. Le CRDI balaiera d'autant plus efficacement le champ de la recherche et pourra plus facilement désigner des applications importantes mais négligées. L'importance primordiale de ce rôle est particulièrement évidente dès lors qu'il est établi que la recherche pour le développement, pour être efficace, doit établir des liens soutenus entre les projets eux-mêmes et ceux qui élaborent des politiques et des stratégies dans les secteurs public et privé.

En bref

Pour conclure, le CRDI repense constamment son rôle et entreprend une nouvelle étape de son existence au gré de la mutation rapide qui caractérise notre temps. Il procède ainsi, après avoir mûrement réfléchi sur les défis auxquels sont confrontés les acteurs du développement, les chercheurs et les artisans de politiques. Il adopte à cette fin une nouvelle stratégie qui oriente ses programmes, définit ses modes de gestion et ses alliances. Il agit, enfin, dans le cadre d'une gestion rigoureuse se traduisant par des compressions d'effectif et une réduction des niveaux de gestion qui attestent d'une sensibilité à la réduction des ressources sur le plan national et aux défis que pose le contexte extrêmement changeant dans lequel évolue le développement.

Maîtrise des richesses naturelles dans un environnement durable

Au cours de 1991, tout comme dans les années précédentes, le CRDI a appuyé des projets de recherche visant à la protection de l'environnement et à la promotion d'une exploitation rationnelle des richesses naturelles des pays en développement, à l'avantage des populations de ces pays. Ces travaux de recherche ont été effectués dans le cadre des programmes suivants : systèmes de production végétale et animale, pêches, foresterie, systèmes de postproduction, technologie au service des entreprises locales, sciences de la terre et environnement.

Une réponse mondiale au défi du développement

Après avoir attentivement examiné les stratégies et les programmes du Centre, la direction et le Conseil ont résolu d'un commun accord que ces domaines méritaient l'appui du CRDI. Toutefois, la nouvelle approche, par définition pluridisciplinaire, tend à faire levier sur les points forts en recomposant plus systématiquement les exigences des divers sous-secteurs des richesses naturelles de manière à suggérer des solutions mieux focalisées et globales.

Contribution des ONG au Sommet de la Terre

Un projet appuyé par le CRDI durant l'année a permis à des scientifiques et à des organisations non gouvernementales des pays en développement de réunir des données et des idées sur les grands thèmes débattus au Sommet de la Terre qui s'est déroulé au Brésil en juin 1992. Le projet, financé à hauteur de 150 000 $, a permis à un grand nombre d'ONG de prendre part aux conférences de la phase préparatoire de la rencontre. Certaines ONG ont participé en tant que membre de la délégation de leur pays aux réunions préliminaires et ont démontré un haut degré de connaissance et de compétence. Voici un projet exemplaire pour sa portée mondiale qui, tout en exigeant un investissement de recherche relativement modeste, a produit un effet multiplicateur et a donné les meilleurs résultats.

Protéger l'Éverest

Un autre projet d'envergure internationale contribue à protéger l'écosystème de la région de l'Éverest, tant sur les versants népalais que chinois, tout en protégeant les habitants de la région. Le projet met en évidence l'importance de considérer les facteurs humains pour la protection des richesses naturelles. Il démontre également que les investissements canadiens en recherche peuvent stimuler la coopération scientifique même par-delà des frontières politiques quasi infranchissables comme celles de la Chine et du Népal.

Un sol fertile

Dans le projet des phosphates d'Eppawala, l'Institut d'études fondamentales de Sri Lanka et l'Université York au Canada se sont attachés à

améliorer la qualité des engrais phosphatés employés sur l'île. Le projet porte plus particulièrement sur les fertilisants utilisés dans la culture du thé, de l'hévéa, du palmier et d'autres cultures pérennes de Sri Lanka. Dans une phase antérieure du projet, des méthodes d'amélioration avaient été mises au point. La seconde phase prévoit d'associer les agriculteurs à la recherche et comprend la diffusion de l'information sur les nouveaux engrais, par l'intervention des associations paysannes présentes dans les villages de Sri Lanka.

Mettre en valeur les richesses naturelles

En Bolivie, le CRDI a entrepris de subventionner au milieu de 1991, la deuxième phase d'un projet sur les huiles essentielles. Le projet met en évidence l'importance de donner suite à des résultats de recherche porteurs. Grâce au succès de la première phase expérimentale, une partie de la production a pu être exportée. La deuxième phase visait une diversification de la production et l'exploitation de nouvelles plantes indigènes et exotiques. Ce projet est important également pour le rôle qu'est appelé à jouer le Laboratoire d'analyse et de séparation des essences végétales de l'Université du Québec à Chicoutimi, partenaire canadien dont la participation a été décisive pour le succès de la première phase.

Les trésors de la mer

Donner aux pays du tiers-monde la possibilité d'avoir accès aux ressources halieutiques et marines dans des conditions respectueuses de l'environnement est pour le CRDI un projet éminemment digne d'intérêt. Au cours de la présente année, le Conseil a approuvé un engagement d'un demi-million de dollars sur une période de trois ans pour soutenir la recherche et le potentiel de développement de la récolte de plantes marines et de mollusques aux Philippines et en Asie du Sud-Est. Le projet aide également à la mise au point de techniques de gestion et de culture des espèces commerciales afin d'en faciliter la production à grande échelle tout en veillant à l'aspect durable de l'activité. Ce projet, à l'instar d'autres projets récemment patronnés par le CRDI, comprend un volet axé sur la diffusion des résultats au moyen de publications, séminaires, conférences et services de vulgarisation.

La recherche en sciences sociales sous le signe du dynamisme

Pour leur développement, les institutions et les sociétés (tout comme les individus) doivent être attentives aux signes des temps. Voici la raison pour laquelle les sciences sociales sont un domaine auquel le CRDI accorde et continuera d'accorder à l'avenir le plus grand intérêt. Durant l'exercice considéré, la recherche en sciences sociales s'est concentrée sur la politique sociale et sur les politiques économiques et technologiques. Les quelques projets qui suivent illustrent la vision du Centre dans ce domaine et l'incidence positive et réelle de la recherche en sciences sociales sur l'élaboration des politiques.

Développement durable et équitable

La réflexion entreprise par le CRDI a réaffirmé la nécessité de supporter les efforts des pays du Sud dans leur quête d'un développement durable et équitable. On considère que cet objectif sera atteint plus facilement par un soutien concret à la recherche sur les politiques. En sciences sociales comme dans d'autres domaines, le Centre continuera à orienter ses efforts vers la satisfaction des besoins des pauvres, des femmes, des enfants et des autres groupes défavorisés et vulnérables.

Une démarche multidisciplinaire

La direction du Centre s'est également entendue sur le besoin de privilégier une démarche multidisciplinaire plus intégrée. Dans le même temps, une plus grande attention sera accordée aux facteurs de succès ou d'échec d'une politique, dans l'espoir que les résultats de la recherche aideront à la prise de décision et aux réformes institutionnelles; le juste équilibre consistant à tirer un enseignement des politiques appliquées avec succès dans certains pays en développement pour mieux les adapter et les reformuler dans des conditions locales différentes.

Pouvoir militaire et démocratie

Au cours de 1991, le Centre a consacré un peu moins de 150 000 $ à l'appui d'une étude comparative analysant les liens entre secteur civil et appareil militaire au sein de deux sociétés d'Amérique latine qui, dans des temps récents, étaient encore assujetties à des régimes autoritaires : l'Argentine et le Chili. Comment concilier l'impunité dont jouissaient les militaires sous un régime autoritaire et les exigences d'un pouvoir civil après l'avènement de la démocratie ? La recherche doit analyser les conséquences politiques pour les deux pays étudiés et étendre les conclusions au reste de l'Amérique latine.

Deux solitudes

Outre-Atlantique, les fonds accordés par le CRDI et Oxfam Canada appuient la recherche destinée à favoriser la fusion en une seule collectivité de Johannesburg, la riche ville sud-africaine à prédominance blanche, et de

Soweto, son envers désolé habité par la population noire. La recherche est menée à bien par Planact, un organisme de service local à but non lucratif. Un tel travail s'est révélé nécessaire pour examiner les barrières sociales et économiques qui perpétuent les «deux solitudes». Les obstacles survivent, en effet, à l'abolition des prescriptions dictées par la loi ségrégationniste (Group Areas Act), laquelle interdisait explicitement aux Noirs de vivre dans des habitats blancs.

Une industrie à reconstruire

Un autre aspect de la transition vers la société post-apartheid doit être considéré, c'est-à-dire le besoin d'établir une nouvelle stratégie industrielle pour remédier à l'état de vétusté de l'appareil industriel et aux performances médiocres de l'économie durant les deux dernières décennies. Le CRDI accorde une subvention de 350 000 $ à l'Université du Cap pour explorer les possibilités de relance et former les futurs décideurs et chercheurs noirs à acquérir les compétences nécessaires pour élaborer des politiques et des orientations dans les secteurs-clés. La proposition de recherche prévoit des échanges avec les principaux acteurs en Afrique du Sud : le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), le monde des affaires et les groupes politiques en présence.

Une approche intégrée pour la recherche en santé

Durant le présent exercice, le travail du Centre dans le domaine des sciences de la santé s'est constamment appuyé sur une vision globale de la santé communautaire et du bien-être des populations. D'une manière générale, les nouvelles démarches adoptées durant l'année confirment l'approche innovatrice et intégrée que le Centre a résolu d'appliquer aux recherches dans les sciences de la santé. En fait, elles conduiront à une approche encore plus intégrée visant la sélection, la conception et la mise en oeuvre des projets de recherche.

Un programme d'éducation communautaire

Un exemple de cette approche intégrée est donné dans une étude de trois ans sur l'incidence des croyances, des coutumes et des pratiques traditionnelles concernant la reproduction sur les choix de santé des femmes enceintes. En accord avec le nouvel accent que le CRDI met sur la dimension concrète de la recherche, le projet est censé déboucher sur un programme d'éducation communautaire, culturellement adapté et pensé en vue de la promotion de la santé. L'envergure du projet est significative en ce que l'étude s'étend à cinq capitales asiatiques : Bangkok, Djakarta, Kuala Lumpur, Manille et Séoul. Elle privilégie, bien sûr, la démarche multidisciplinaire et associe la participation des bénéficiaires au processus de recherche. La valeur du projet est estimée à un peu plus de 400 000 $ dont les trois quarts environ sont octroyés par le CRDI et le reste par l'Institut d'études d'Asie du Sud-Est, à Singapour.

Risques de mortalité infantile

Une étude épidémiologique de 250 000 $ tente de déterminer et de comparer les éléments environnementaux, socio-économiques et culturels qui influent sur la mortalité infantile dans la savane orientale du Ghana. Le projet fournira des données utiles à la mise en oeuvre de stratégies rationnelles et appropriées pour des interventions communautaires appropriées en Afrique subsaharienne.

Hommes, femmes, santé et ajustements structurels

Le Centre a accordé près de 125 000 $ au Syndicat national de l'industrie de l'habillement du Zimbabwe pour une étude sur la relation entre les programmes d'ajustement structurel du pays et quelques-uns des déterminants principaux de la santé et de l'accès aux services de santé. L'étude se concentre sur les diverses manières dont les hommes et les femmes sont affectés et cherche à décrire les réactions collectives devant une situation économique changeante, y compris la création de réseaux officiels et officieux. Elle évalue également les formes d'organisation que les populations se sont données pour protéger leurs intérêts.

Recherche nationale en santé primaire

Le programme sur la recherche nationale en santé primaire traduit un effort mondial pour coordonner, appuyer et favoriser la recherche en santé dans les pays en développement. Ce programme vise à déterminer les meilleures stratégies et les structures aptes à mettre le potentiel de la recherche en santé au service du développement. Dans le cadre de cet engagement, le CRDI continue à financer des projets d'envergure nationale. En 1991, il a approuvé par exemple une subvention d'un peu plus de 200 000 $ au Centre international de recherches sur les maladies diarrhéiques au Bangladesh. Les fonds serviront au financement de la recherche en santé de base et à établir un système de bourses permettant à de jeunes chercheurs d'entreprendre des projets avec la collaboration de collègues plus expérimentés. En trois ans, environ une douzaine de projets de recherche pourront ainsi voir le jour.

Création de l'Initiative sur les micronutriments

L'année a été marquée par les efforts visant à établir au siège du CRDI une initiative multi-organismes sur les micronutriments. Cette initiative témoigne de la priorité que des forums comme le Sommet mondial des enfants accordent à l'élimination des carences en vitamine A, fer et iode. Les fonds en vue du financement de cette initiative internationale sont consentis par le CRDI, l'ACDI, la Banque mondiale et d'autres donneurs. L'Initiative sur les micronutriments aidera les pays à cerner les problèmes, à analyser et à articuler les besoins, à formuler les propositions de programme et à établir une collaboration avec les donneurs. On vise également à susciter une prise de conscience et des engagements sur le plan international.

Promotion d'un dialogue sur les pesticides

Un autre projet approuvé durant l'année a donné l'occasion au Centre Keystone des États-Unis de promouvoir le dialogue entre l'industrie des pesticides et des groupes qui dénoncent les effets des pesticides sur les personnes et l'environnement dans les pays du Sud. Les rapports de l'Organisation mondiale de la santé et autres comptes rendus faisant état de deux millions de cas annuels d'empoisonnement, dont 20 000 mortalités, liés à l'emploi des pesticides, attestent de l'importance de cette initiative.

L'information au service du développement

Le CRDI a été l'un des premiers organismes à faire une large place à l'information comme élément primordial du processus de développement. Dans ce domaine, le Centre a acquis une réputation internationale. Au cours de 1991, des fonds ont été consacrés à des activités dans les secteurs de l'information socio-économique, de l'information scientifique et technique, et des outils et méthodes de l'information. Le Centre a poursuivi l'élaboration du progiciel MINISIS (Système bidirectionnel de mini-ordinateur pour le repérage de l'information et la gestion de bibliothèques) et consolidé son réseau de centres de ressources MINISIS. En collaboration avec l'ACDI, le CRDI a aussi mis sur pied un programme spécial pour permettre aux pays du tiers-monde de tirer parti du système d'information sur la gestion de la dette (Commonwealth Secretariat's Debt Recording and Management System – CS/DRMS).

Recherche en matière d'information et infrastructures

En 1991, le CRDI a procédé à un examen approfondi du thème «Information et développement» qui a accompagné la période de réflexion stratégique au Centre. Cet effort a permis de prendre conscience que l'objectif de partager le savoir exige une double approche de recherche appliquée aux problèmes et aux potentialités de l'information ainsi que de renforcement sélectif des infrastructures d'information.

Liens canadiens

Citons en exemple un projet susceptible de trouver un écho favorable dans le cadre des nouvelles orientations assumées par le Centre et qui met à contribution les récentes innovations canadiennes en technologie du radar par satellite (radar-sat). Dans ce projet, Énergie, Mines et Ressources Canada et l'Instituto Geográfico Nacional du Costa Rica s'unissent pour établir les fondements technologiques nécessaires à l'exploitation et au traitement des données radar-sat.

Activité inter-organismes

Un des objectifs du Centre consiste à stimuler la coopération parmi les divers organismes de développement. Au cours de l'année, le Centre s'est engagé dans une activité importante connue sous le titre «Échanges d'information pour le développement». Elle vise à l'élaboration d'un format d'ordinateur commun pour échanger l'information de recherche entre les organismes d'aide, les ONG et les instituts de recherche. Il ne s'agit là que d'une des activités inter-organismes pour lesquelles le Centre agit comme entité coordonnatrice. L'activité a démarré avec l'appui de quelque 50 organismes.

Initiatives à l'échelle institutionnelle

Outre la prestation de services de gestion, nombre de questions d'intérêt général occupent le CRDI. Ainsi, afin de demeurer flexible, le Centre fournit des ressources et accueille des activités qui n'exigent pas nécessairement la création de divisions distinctes. Parmi ces activités, on pourrait mentionner les efforts du Centre pour accroître l'utilisation des résultats de la recherche. Le Centre a poursuivi son action par la production de documents audio-visuels, de publications et par un programme d'information du public, sans oublier l'important programme des bourses, la bibliothèque du CRDI et les activités d'évaluation entreprises tant au Centre qu'à l'extérieur.

Un public informé

En cours d'année, des forums sur le développement ont été organisés pour informer un vaste public composé de groupes influents et variés (diplomates, parlementaires, ONG, médias et universités) et pour faciliter le débat et les échanges de vues sur des questions d'actualité. Les contacts avec d'autres groupes concernés par le développement se sont multipliés au moyen de rencontres bilatérales, de conférences et de réunions. Pour la deuxième année consécutive, le CRDI a organisé un «Institut d'été» de deux semaines à l'intention des enseignants, conseillers pédagogiques et planificateurs désireux d'enseigner dans une perspective globale aux échelons secondaire, collégial et universitaire. L'Institut offre une occasion unique de rencontrer les administrateurs de programme au siège social et les scientifiques des pays en développement. Il donne également aux participants la possibilité de connaître la culture et le milieu de vie du pays visité.

Diffusion des connaissances scientifiques

Des milliers de lecteurs au Canada et à l'étranger ont continué à manifester un réel intérêt pour les publications du CRDI qui contribuent à diffuser l'information sur la recherche scientifique et l'apport de cette recherche au développement. Ces publications comprenaient la revue publiée en trois langues (*IDRC Reports, Le CRDI Explore* et *El CIID Informa*) qui touche près de 20 000 lecteurs et de nombreux livres, parmi lesquels *Pour l'amour de la Terre* réalisé par la Commission sur les pays en développement et les changements de l'environnement planétaire. La Commission, parrainée conjointement par le CRDI et l'Agence suédoise de coopération en recherche avec les pays en développement (SAREC), se composait de sept éminents spécialistes en sciences sociales d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie qui ont présenté le point de vue du Sud sur la situation. Le Centre a également aidé à la promotion au Canada de la série télévisée «Developing Stories». Cette série présente l'état de notre environnement à travers le prisme visuel de six réalisateurs de talent de pays en développement.

Liens étroits avec les partenaires canadiens

Le Centre a continué à administrer le programme des bourses Pearson, les bourses Jeunes chercheurs canadiens et le stage Gemini. Au cours de

l'année, ces bourses ont donné à de nombreux Canadiens la possibilité de travailler ou d'étudier dans des pays en développement et d'acquérir ainsi une expérience irremplaçable et une connaissance directe de la situation de ces pays. Une description détaillée des bourses accordées par le Centre ainsi que la liste de leurs bénéficiaires, en l'année 1991, figure en annexe. Ces bourses traduisent la décision prise par la direction de nouer des liens encore plus étroits avec les partenaires canadiens du CRDI. Parmi ceux-ci, on dénombre de nombreux membres d'ONG, des milieux universitaires et des représentants du secteur privé. Plusieurs chercheurs associés à des projets et à des programmes du CRDI ont aussi bénéficié de bourses. La liste des récipiendaires figure dans la même annexe.

Coordination des échanges d'information

Comme par le passé, la bibliothèque a fourni des services aux chercheurs, aux projets financés par le CRDI et aux usagers canadiens. Elle a continué à coordonner un ensemble de bases de données sur des sujets ayant trait au développement (de plus amples informations sur le travail de la bibliothèque sont données plus loin).

Égalité des sexes et développement

Le plan stratégique du CRDI a souligné que la question de l'égalité des sexes et du développement intéressait le Centre tout entier et qu'il ne convenait pas d'en attribuer la charge à une seule des divisions de recherche établies. Un des projets appartenant à cette catégorie et approuvé durant l'année se fondait justement sur la prémisse que le rôle des ONG était primordial pour édifier une société civile démocratique durant la période de transition que traverse l'Afrique du Sud. La recherche donnera la possibilité de comparer comment les organismes de développement font la promotion d'activités égalitaires. Dans cette recherche, le sexe est utilisé comme variable pour mesurer comment s'exerce le pouvoir et le partage des connaissances et comment ces concepts opèrent à divers niveaux de la société. On entend ainsi mettre en oeuvre les résultats de manière concrète, en préparant par exemple du matériel pédagogique, ou en coordonnant et en consolidant un réseau d'organismes nationaux intéressés par les questions de genre et de développement.

Technologies utiles

Le Centre a apporté son concours à de nombreux projets destinés à favoriser l'utilisation des acquis de la recherche. Parmi ceux-ci, on peut citer un projet pour évaluer les possibilités de diffusion auprès des collectivités du Pérou d'une technologie de lutte au paludisme. La technique permet l'incubation dans des noix de coco de bactéries mortelles pour les moustiques. La technique a été mise au point par l'Institut de médecine tropicale Alexander von Humboldt, grâce à un projet antérieur du CRDI. Le microorganisme n'est pas nuisible aux humains et à d'autres espèces et peut être produit et employé de manière simple et économique à partir de ressources disponibles localement.

Accroître le niveau d'interaction

La direction du Centre espère que des projets semblables stimuleront un plus grand nombre d'actions pour appliquer et commercialiser les produits et procédés issus de la recherche. La direction a également résolu, dans la même optique, d'élever le niveau d'interaction entre le CRDI d'une

part et sa clientèle et le secteur privé, de l'autre, non seulement au Canada mais également dans les pays en développement.

Évaluation

Le Centre s'est engagé plus avant dans l'évaluation des stratégies, programmes, processus et activités du CRDI et des organismes qu'il subventionne afin d'en mesurer la valeur, l'efficacité et l'efficience. Vingt évaluations ont été achevées durant l'exercice. Conjointement avec SAREC, l'organisme suédois qui appuie également la recherche pour le développement, le CRDI a publié *Knowledge in the Pursuit of Change.* Cette collection de 28 projets de recherche couronnés de succès propose des solutions pour améliorer les conditions des pays en développement et a été accueillie chaleureusement par la communauté internationale.

Le processus d'évaluation est un aspect auquel il conviendra d'attacher beaucoup d'importance à l'avenir. La direction a résolu que le Centre devrait commencer à travailler de concert avec des organismes canadiens et internationaux à l'élaboration d'instruments d'évaluation, de modules de formation et d'indicateurs beaucoup plus précis pour établir les apports de la science au développement.

Information sur les projets, les publications et les services de la bibliothèque du CRDI

Liste des projets de recherche

La liste complète des projets du CRDI est contenue dans la banque informatique IDRIS, le Système d'information interorganismes sur la recherche en développement. IDRIS, établie à l'initiative du CRDI, est une activité concertée pour réduire les recoupements et la duplication des efforts de recherche dans les pays en développement. La banque réunit présentement des informations sur les projets de recherche financés par le CRDI et six autres agences de développement engagées dans des travaux de recherche. Les institutions qui collaborent à IDRIS sont les suivantes :

- le Bureau de la science et de la technologie pour le développement international (BOSTID);
- l'Agence de développement international finnoise (FINNIDA);
- la Fondation internationale pour la science (IFS);
- l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA);
- l'Agence suédoise de coopération en recherche avec les pays en développement (SAREC);
- l'Université des Nations Unies (UNU).

L'interrogation en direct de la banque IDRIS permet entre autres l'extraction de données spécifiques à une agence, une région, un pays, une discipline ou un sujet.

Publications de recherche

Tout document qui résulte d'un projet du CRDI (qu'on aura identifié dans la banque IDRIS) ou qui est rédigé par le personnel du CRDI est versé au fonds documentaire de la bibliothèque du CRDI. Le fonds documentaire de la bibliothèque comprend plus de 60 000 titres portant sur le développement international et la recherche. La banque de données BIBLIOL permet un accès informatisé à cette impressionnante documentation. La recherche peut être faite par auteur (y compris les collectifs), par titre ou par sujet.

Bibliothèque du CRDI

Les documents du fonds de la bibliothèque du CRDI peuvent être consultés sur place. On peut également obtenir des photocopies ou des microfiches par le Service de prêts entre bibliothèques. Toute demande de recherche peut être acheminée au Service aux usagers. La bibliothèque est située au CRDI, 250, rue Albert, à Ottawa, au neuvième étage. Elle est ouverte au public du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h.

Bases de données sur le développement

Les banques de données IDRIS et BIBLIOL font partie du Service de bases de données sur le développement (SBDD). Elles peuvent être interrogées en direct; et ce, gratuitement, pour tout organisme sans but lucratif. La plupart des bibliothèques universitaires canadiennes (et plusieurs autres à travers le monde), de même que des organismes non gouvernementaux et plusieurs ministères (fédéraux et provinciaux) utilisent le service. Si votre institution n'est pas déjà inscrite au SBDD, contactez le gestionnaire du SBDD, à la bibliothèque du CRDI :

Bibliothèque du CRDI, BP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9
Téléphone : (613) 236-6163 (poste 2578); Télécopieur : (613) 238-7230
Bitnet: IDRC@UOTTAWA.BITNET; Envoy 100: IDRC.LIBRARY.

Quelques exemples de projets

Liens régionaux et travail en équipe

Le Conseil a approuvé une subvention de 800 000 $ qui financera une seconde tranche des travaux du Consortium pour la recherche économique en Afrique. Cette deuxième phase vise notamment à favoriser l'adoption d'une approche régionale pour définir le plan de travail commun sans pour autant négliger la conjoncture et les besoins nationaux. Elle vise aussi à créer l'esprit d'équipe qui rapprochera les chercheurs du monde universitaire de ceux du monde gouvernemental. Lancé par le CRDI, ce projet est maintenant financé par une dizaine d'organismes d'aide. (91-0035)

Formation d'Antillais en sciences sociales

L'École d'études supérieures en sciences sociales (EESSS) à la University of the West Indies en Jamaïque a reçu une subvention de 551 000 $ pour introduire un programme révisé d'études supérieures en développement, soit maîtrise de deux ans et doctorat de trois ans, pour les spécialistes des sciences sociales des Antilles anglaises. Le projet mené par le directeur de l'EESSS, le Pr Norman P. Girvan, permettra aussi de financer la recherche de nouvelles sources locales de financement stable. Plus de 60 étudiants en maîtrise et au doctorat se sont inscrits à l'école entre 1985 et 1990. La pauvreté, le changement technologique et le développement durable comptent parmi les sujets de recherche qui intéressent l'École. (91-0055)

Réforme du secteur parapublic

Le Centre ivoirien de recherches économiques et sociales de l'Université Nationale de la Côte d'Ivoire a reçu une subvention de 400 000 $ qui permettra à l'Association des économistes de l'Afrique de l'Ouest (AEAO) d'établir un réseau de recherche comparée sur la réforme du secteur parapublic en Afrique occidentale. Réalisé par l'équipe que dirige Achi Atsain de l'AEAO, le projet vise à analyser les principaux éléments des stratégies de réforme adoptées par les pays d'Afrique occidentale. (91-0090)

Mortalité infantile en Inde

Le Centre de recherche démographique de l'Université de Baroda en Inde a reçu une subvention de 89 000 $ pour étudier les facteurs sous-jacents de la mortalité infantile dans diverses cultures des deux États indiens, soit le Gujarat et le Maharashtra. Ces deux États, par ailleurs comparables au plan des services de santé et du niveau de développement, présentent des taux de mortalité infantile très différents. On compte que l'étude aidera les décideurs à mettre le doigt sur les causes de la mortalité infantile et à définir les mesures pour la réduire. (91-0099)

Pollution de l'air et maladies infantiles

La Faculté de médecine de l'Université du Chili a reçu une subvention de 149 434 $ pour étudier l'effet de la pollution sur la santé des enfants de 10 à 13 ans. Sous la direction du docteur Manuel Oyarzún Gomez, les chercheurs détermineront si les niveaux de pollution observés augmentent les

risques d'hyperréactivité bronchique ou gênent le développement normal de la fonction respiratoire. Cette étude contribuera, espère-t-on, à la prise de décisions stratégiques sur les mesures encore à prendre pour mieux lutter contre la pollution de l'air. (91-0109)

Participation des collectivités à la recherche en santé

Le CRDI a accordé au Centro de Investigación de Enfermedades Tropicales de la Faculté de médecine rattachée à la Universidad Autónoma de Guerrero au Mexique la somme de 354 020 $ pour montrer comment la recherche au niveau municipal (plus qu'une action du gouvernement central) peut donner naissance à des programmes populaires et efficaces d'amélioration de la santé ou les renforcer. Les chercheurs mesureront l'effet de la planification «microrégionale» sur les politiques, le mode de fonctionnement et les collectivités, de même que son coût dans les dix municipalités les plus pauvres de l'État de Guerrero au Mexique. Ce projet a été mis sur pied en réponse aux demandes des autorités municipales d'informations-clés et opportunes pour faire leur planification. (91-0134)

Prise de décisions éclairée au Viet Nam

Le Centre a accordé 362 070 $ au Centre national d'information et de documentation pour la science et la technologie du Viet Nam (NIDCST) afin qu'il crée un système d'aide à la décision destiné aux cadres. Ce système fournira au Viet Nam les informations dont il a besoin pour faire sa planification stratégique et formuler ses politiques au plan national et pour trois de ses régions. Ce projet, à la tête duquel se trouve le directeur du NIDCST, le Pr Dang Ngoc Dinh, se concentrera sur l'industrie alimentaire, l'industrie légère, les pêches et l'aquiculture, qui sont toutes prioritaires dans le développement économique du pays. (91-0136)

Matériaux «perfectionnés» et pays en développement

Le Centro de Tecnología Mineral (CETEM) du Brésil a reçu une subvention de 122 050 $. Ces fonds serviront à étudier quels seront pour le Brésil les effets de la création et de l'emploi de matériaux «nouveaux» et «perfectionnés» dans les pays en développement. Dirigés par Roberto C. Villas du CETEM, les chercheurs se pencheront sur les stratégies de rechange qui s'offrent au secteur des matériaux du Brésil. (91-0152)

La biotechnologie mise à bon usage

Le CRDI a approuvé l'octroi d'une subvention de 88 624 $ au Centro para la Innovación Tecnológica rattaché à la Universidad Nacional Autónoma de México pour qu'il fasse des recherches en biotechnologie, domaine nouveau et en plein essor. Le centre mexicain définira un programme national de recherche en biotechnologie appliquée aux secteurs agroindustriel et médical, qui ciblera les tranches démunies de la population. On compte cependant que la méthodologie qui sera établie et l'expérience qui sera acquise profiteront aux planificateurs et aux chercheurs en économie, en science et en industrie de toute l'Amérique latine et du tiers-monde. (91-0172)

Réseau de réseaux d'information

L'Asociación Latinoamericana de Instituciones Financieras de Desarrollo (ALIDE) a reçu une subvention de 558 490 $ pour établir un «réseau de réseaux d'information» en Amérique latine. Ce projet améliorera la circulation de l'information entre les gestionnaires et les usagers par la

communication informatique, favorisera la distribution des bases de données sur CD-ROM (compact disk–read-only memory) créées par les réseaux régionaux, permettra l'établissement de programmes pilotes de commercialisation de produits et de services d'information, mettra les directeurs et les usagers des réseaux au fait des nouvelles tendances en gestion de l'information et fournira un mécanisme pour lier l'information régionale et les réseaux de recherche. (91-0214)

Autonomie régionale des pêches

Le Centre a accordé une subvention de 408 300 $ au Centro Peruano de Estudios para el Ecodesarrollo Marino (ECODEMAR) de Lima au Pérou. Les fonds serviront à accroître les compétences latinoaméricaines en planification des pêches. Dirigé par R. Villanueva, un comité technique unifié sera chargé de décider où et comment les ressources mises à la disposition de la recherche sur les pêches donneront les meilleurs résultats. La région, parce qu'on lui aura confié le choix et le suivi de la recherche et des travaux de développement, gagnera en autonomie. (91-0234)

Aider et apprendre

Une subvention de 162 560 $ a été accordée au Southeast Asian Fisheries Development Center (SEAFDEC) pour appuyer la collaboration des organisations communautaires, des biologistes et des spécialistes des sciences sociales à l'application de techniques de gestion communautaire des pêches dans certaines collectivités de l'ouest de Visayas aux Philippines. Outre le SEAFDEC, les organisations qui participent au projet sont, entre autres, l'ONG philippine «Process», la municipalité de Culasi et les organisations populaires de l'île Malalison. (91-0299)

Assurance santé communautaire

La London School of Hygiene and Tropical Medicine de Londres en Angleterre administrera une subvention de 66 320 $ pour étudier l'efficacité et la faisabilité financière de l'assurance santé communautaire dans les pays en développement. La recherche se fait au Burundi, au Ghana et en Guinée-Bissau. La composante Ghana du projet comporte un objectif additionnel : créer un instrument qui facilitera la formulation de politiques et la planification en matière d'assurance santé au niveau du district. Ce projet est né de la nécessité de définir et d'éprouver diverses politiques possibles pour compenser la rareté des ressources en soins de santé dans les pays en développement. Participent aussi au projet l'UNICEF et le Ministère de la santé ghanéen. (91-0300)

Meilleure palette de couleurs offerte à l'industrie textile

Le Centre a approuvé une subvention de 249 597 $ au Programme d'études et de recherche sur les technologies endogènes de la Direction nationale de la recherche scientifique et technique de la Guinée et au Centre des technologies textiles du Québec. Les fonds serviront à améliorer les techniques employées en Guinée rurale pour fabriquer les teintures dont se sert l'industrie textile du pays. (91-1001)

Réalimentation de la source d'eau

La Universidad de los Andes de Colombie et la firme Jacques Whitford Ltd du Canada ont reçu une subvention de 300 000 $ du CRDI pour donner aux 312 000 habitants de la ville de Santa Marta en Colombie, en bordure de la Mer des Antilles, une source d'eau potable plus sûre et plus

abondante. Le projet a été proposé par l'Université et l'Alcaldía de Santa Marta par l'entremise de Metroaguas, la compagnie qui dessert la ville en eau. Le projet vise à déterminer la meilleure façon d'alimenter artificiellement et à peu de frais la source souterraine d'eau potable. On sait qu'elle est en train de s'épuiser parce que l'eau salée a commencé à s'y infiltrer. (91-1009)

Technologie du Sud au Nord

Les nations cries de la bande de Split Lake ont reçu une subvention de 65 000 $ pour la seconde tranche d'un projet visant à transférer au Canada une technologie mise au point dans les pays en développement grâce à l'aide du CRDI. Il s'agit de quatre méthodes de mesure de la qualité de l'eau, qui sont simples, rapides, peu coûteuses et applicables par les collectivités elles-mêmes. Ces méthodes permettent d'éviter les problèmes attribuables à l'éloignement des laboratoires, aux difficultés de transport, au temps à attendre les résultats des analyses et, souvent, à l'incapacité de prendre des mesures correctives au moment opportun. Deux méthodes ont été éprouvées dans la première tranche du projet. Les deux autres seront éprouvées dans cette tranche-ci des travaux. (91-1014)

Amélioration des techniques de tannage

L'Université du Zimbabwe et Techno-Tan du Canada ont reçu une subvention de 228 900 $ pour améliorer les techniques de tannage employées en région rurale au Zimbabwe. L'objectif est de réduire le gaspillage des peaux de petits animaux sauvages et domestiques faute de connaître la façon de les traiter. Il se propose aussi d'établir au Zimbabwe les installations nécessaires à la conduite de travaux de recherche sur le tannage artisanal. Au nombre des bénéficiaires de ce projet, on trouve nombre de femmes qui ont commencé à élever des lapins pour augmenter la part des protéines dans la diète de leur famille. (91-1051)

Le Conseil des gouverneurs

*Janet M. Wardlaw**
Présidente du Conseil des gouverneurs
Guelph (Canada)
(Fin du mandat le 21 mars 1992)

*Peter A. Larkin**
Vice-président du Conseil des gouverneurs
Vancouver (Canada)

*Keith A. Bezanson**
Président et chef de la direction
Ottawa (Canada)

*Anne-Claude Bernard-Bonnin**
Montréal (Canada)

*Albert J. Butros**
Jubeiha (Jordanie)

Saisuree Chutikul
Bangkok (Thaïlande)

Umberto P. Colombo
Rome (Italie)
(Fin du mandat le 21 décembre 1991)

*Joan E. Foley**
Toronto (Canada)

Niki Goulandris
Kifissia (Grèce)

David A. Hamburg
New York (États-Unis)

*Gerald K. Helleiner**
Toronto (Canada)
(Jusqu'au 1er juillet 1991)

*Walter J. Kamba**
Harare (Zimbabwe)

*Alexander A. MacDonald**
Antigonish (Canada)

Lucille Mair
Kingston (Jamaïque)

Marcel Massé
Hull (Canada)

*Robert C. McGinnis**
Winnipeg (Canada)

*Jean-Guy Paquet**
Québec (Canada)

Vulimiri Ramalingaswami
Delhi (Inde)

Shridath Ramphal
Guyane

Marie-Angélique Savané
Dakar (Sénégal)

*Clara Zomer**
San José (Costa Rica)

---

* Comité de direction

Cadres supérieurs et Directeurs régionaux

Keith A. Bezanson
Président

Raymond J. Audet
Vice-président, Ressources

James Mullin
Vice-président, Programme

Robert Auger
Secrétaire et Conseiller juridique

Pierre Beemans
Directeur général, Initiatives et affaires institutionnelles

Gérald R. Bourrier
Directeur, Bourses

W. Douglas Daniels
Directeur, Planification et évaluation

Antoine Hawara
Trésorier

Geoffrey C. Hawtin
Directeur, Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition
(Jusqu'au 28 juin 1991)

David Nostbakken
Directeur, Communications

J. Allan Rix
Directeur, Ressources humaines

Karl Smith
Directeur, Sciences de la santé

Martha B. Stone
Directrice, Sciences de l'information

Mousseau Tremblay
Directeur, Sciences de la terre et du génie

Anne V.T. Whyte
Directrice, Sciences sociales

Daniel Adzei Bekoe
Directeur régional, Afrique orientale et australe (Nairobi)

L. Fernando Chaparro
Directeur régional, Amérique latine et Antilles (Montevideo)

Jingjai Hanchanlash
Directeur régional, Asie du Sud-Est et de l'Est (Singapour)

Fawzy Kishk
Directeur régional, Moyen-Orient et Afrique du Nord (Le Caire)

Vijay G. Pande
Directeur régional, Asie du Sud (New Delhi)

Pierre Sané
Directeur régional, Afrique centrale et occidentale (Dakar)

Cadres supérieurs et Directeurs régionaux pour l'année 1992–1993

La liste suivante énumère les cadres supérieurs au service du Centre à la date du 1er avril 1992 et les divisions dont ils ont la charge, reflétant ainsi la nouvelle structure du Centre.

Keith A. Bezanson
Président

Raymond J. Audet
Directeur général, Finances et administration

Robert Auger
Secrétaire et Conseiller juridique

Pierre Beemans
Directeur général, Initiatives et affaires institutionnelles

Gilles Forget
Directeur général par intérim, Sciences de la santé

Antoine Hawara
Trésorier

Chris Smart
Directeur général par intérim, Sciences sociales

Martha B. Stone
Directrice générale, Sciences et systèmes d'information

Anne V. T. Whyte
Directrice générale, Environnement et richesses naturelles

Gérald R. Bourrier
Directeur régional, Afrique centrale et occidentale (Dakar)

L. Fernando Chaparro
Directeur régional, Amérique latine et Antilles (Montevideo)

Jingjai Hanchanlash
Directeur régional, Asie du Sud-Est et de l'Est (Singapour)

Fawzy Kishk
Directeur régional, Moyen-Orient et Afrique du Nord (Le Caire)

Vijay G. Pande
Directeur régional, Asie du Sud (New Delhi)

Pierre Sané
Directeur régional, Afrique orientale et australe (Nairobi)

Exposé financier et faits saillants

En avril 1991, la subvention parlementaire subissait une réduction de 7,2 millions de dollars. Elle passait ainsi de 123,0 à 115,8 millions de dollars, en partie pour couvrir les dépenses associées à la Guerre du Golfe et à la famine endémique en Afrique. De ce fait, les recettes du Centre étaient ramenées à hauteur du bilan de l'exercice 1988–1989. Ce repli de la subvention de fonctionnement, conjugué à la nécessité d'absorber les coûts de la restructuration, ont eu une profonde incidence sur la situation financière du Centre.

En octobre 1991, le Conseil des gouverneurs approuvait la nouvelle stratégie du CRDI. Le plan prend acte de la mutation qui transforme rapidement le monde en développement ainsi que des pressions financières que le budget du Canada pour l'Aide publique au développement (APD) s'efforce de concilier. La stratégie reconnaît également le besoin de focaliser les actions du CRDI de manière plus systématique et de rationaliser ses prestations de programmes. En conséquence, le Centre est entré dans une période de transition de deux ans qui prévoit une restructuration importante des directions de programme, une réduction d'effectif de 20 % et une décentralisation plus accentuée, conjointement avec l'exercice d'une rigueur administrative accrue envers les personnels du CRDI et les partenaires en recherche.

Durant les six derniers mois de l'année 1991–1992, le Centre a entrepris la tâche ardue consistant à mettre en oeuvre la stratégie. Immédiatement après l'assemblée du Conseil des gouverneurs d'octobre, une «équipe de transition» est entrée en fonction. Ses membres, composés de représentants de l'Association du personnel, des divisions de programme et des divisions administratives, avaient pour mandat de surveiller le déroulement de la transition et de s'assurer de l'équité des décisions prises.

Dès le 31 mars 1992, le Centre avait réduit ses niveaux de gestion de cinq à trois et fusionné plusieurs de ses divisions et programmes pour parvenir à une structure organisationnelle simplifiée et plus flexible. La réduction du nombre des employés s'est établie à 18 % et le Centre a porté son effectif de 592 personnes en 1991–1992 à 486 en 1992–1993. De nombreuses rencontres ont eu lieu pour définir les modalités d'un recentrage des actions de développement, multiplier les efforts de collaboration avec d'autres donneurs et diversifier les sources de financement. Ces échanges de vues se poursuivront au cours de 1992–1993.

Afin de respecter les normes comptables généralement reconnues, les coûts de la transition ont été inscrits parmi les dépenses de l'année courante. Si l'on prend en compte le taux projeté des dépenses de projets, cette mesure s'est traduite par un déficit de presque 2,0 millions de dollars de l'avoir du Centre, au terme de l'exercice 1991–1992. À elle seule, la transition aura coûté 5,8 millions de dollars, somme qui ne saurait naturellement être épongée en l'espace d'une année. Le Centre financera ce déficit durant l'exercice 1992–1993, à même les économies engendrées par l'effort de réorganisation.

La clef de voûte du système de communication du Centre demeure l'attachement de ce dernier au développement de réseaux informatiques locaux et à grande distance. Durant l'année 1991–1992, le Centre a appuyé ces systèmes de communication par une adéquation des télécommunications dans ses bureaux régionaux. En 1992–1993, le Centre prévoit d'accroître ses capacités de communication en établissant des réseaux locaux dans quatre de ses bureaux régionaux.

En février 1992, le gouvernement fédéral annonçait une modification de la personnalité du Centre dont le statut légal passera de celui d'une société d'État à un établissement public. Cette mesure a été prise pour aligner le régime administratif du Centre sur les autres composantes de la Fonction publique sans que la mission de recherche du Centre ou la physionomie de son Conseil international ne s'en trouve altérée. En mars 1992, les tractations étaient engagées avec le Conseil du Trésor pour déterminer dans quelle mesure les dispositions de la Loi portant création du Centre devaient être modifiées.

Recettes

Les recettes totales du CRDI ont été légèrement supérieures à celles de l'année précédente et se chiffraient à 123,5 millions de dollars. Cette somme comprend la subvention du Parlement de 115,8 millions de dollars, des revenus de 2,2 millions de dollars provenant de placements et d'autres sources ainsi que des revenus de contrats de recherche de 5,5 millions de dollars. La figure 1 illustre l'évolution enregistrée au cours des quatre dernières années et pour l'année à venir.

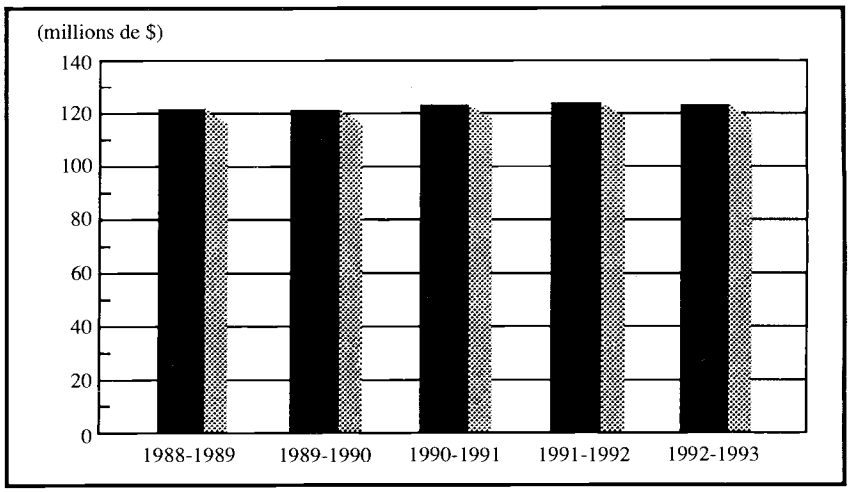

Figure 1. Recettes totales du CRDI de 1988–1989 (réalisations) à 1992–1993 (budget).

Les variations des trois composantes des recettes par rapport à l'an dernier ont été très différentes l'une de l'autre. La subvention du Parlement pour 1991–1992, à hauteur de 115,8 millions de dollars, représente une augmentation de 1,7 million de dollars (1,5 %) par rapport à l'exercice précédent. Le revenu de 2,2 millions de dollars provenant de placements et d'autres sources marque une inflexion de 1,1 million de dollars par rapport à l'an dernier (-34,1 %). Cette variation prononcée est due à l'effet conjugué de la

réduction du niveau moyen du portefeuille durant l'année et à la baisse du rendement moyen des titres. Pour terminer, les revenus de contrats de recherche se sont accrus de 0,4 million de dollars (7,8 %) par rapport à l'exercice 1990–1991.

Pour 1992–1993, le budget fait état des recettes s'élevant, au total, à 122,5 millions de dollars, soit une baisse de 0,8 % par rapport à l'année précédente.

Dépenses

Durant l'année financière 1991–1992, les dépenses se sont élevées, au total, à 133,9 millions de dollars, traduisant une augmentation de 16 millions de dollars ou 13,6 % par rapport à l'année précédente. La figure 2 indique la part relative de chaque catégorie de dépenses en 1991–1992.

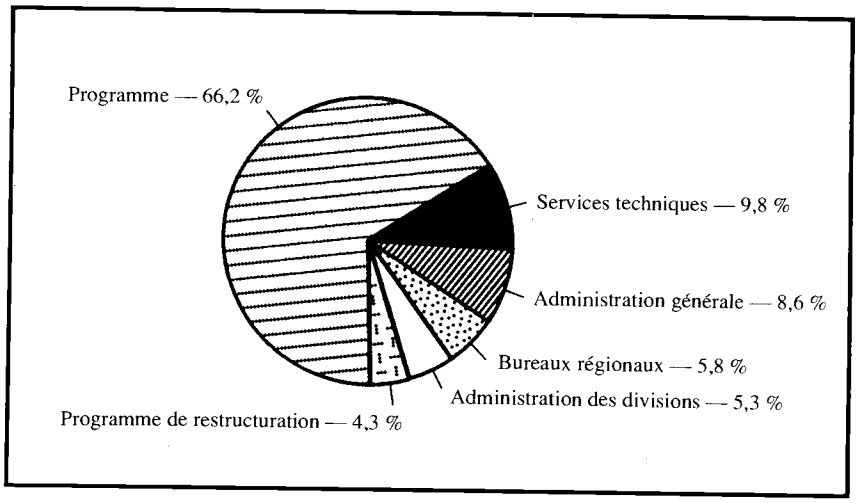

Figure 2. Ventilation des dépenses réelles en 1991–1992.

Le tableau 1 met en regard les dépenses réelles pour 1991–1992 et les dépenses engagées dans les trois années précédentes (en millions de dollars et en pourcentage du total de chacune des années prises en compte). La figure 3 illustre l'évolution des dépenses au cours des quatre dernières années et les dépenses escomptées pour l'année à venir.

Tableau 1. Dépenses (millions de $) de 1988–1989 à 1991–1992.

	Réalisations							
	1991–1992	% du total	1990–1991	% du total	1989–1990	% du total	1988–1989	% du total
Activités de recherche pour le développement	$75,1	56,1	$66,9	56,7	$78,5	60,0	$67,9	58,5
Activités reliées à la recherche	26,6	19,9	24,5	20,8	25,2	19,3	23,8	20,5
Administration générale	11,5	8,6	11,5	9,8	11,1	8,5	9,9	8,5
Bureaux régionaux	7,8	5,8	8,0	6,8	8,7	6,6	7,2	6,2
Administration des divisions	7,1	5,3	7,0	5,9	7,4	5,7	7,2	6,2
Programme de restructuration	5,8	4,3	—	—	—	—	—	—
Total	$133,9	100,0	$117,9	100,0	$130,9	100,0	$116,0	100,0

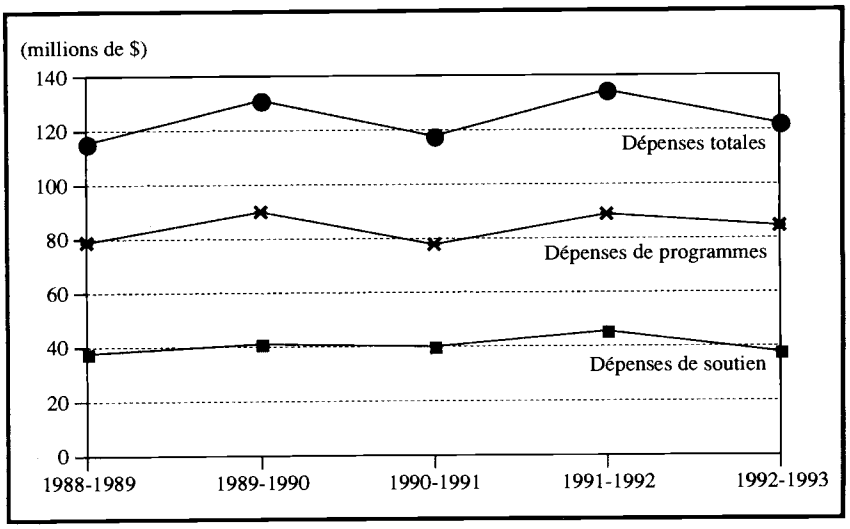

Figure 3. Évolution des dépenses de 1988–1989 (réalisations) à 1992–1993 (budget).

Activités de recherche au service du développement

Les activités de recherche au service du développement reflètent les coûts directs de tous les projets de recherche scientifique et technique financés par le CRDI dans les pays en développement. Elles sont la raison d'être du Centre. Dans cette catégorie des dépenses entrent les projets qui sont définis, élaborés et administrés par des chercheurs des pays en développement, les projets du CRDI et des réseaux internationaux de recherche et les contrats de recherche gérés pour le compte d'autres organismes d'aide.

En 1991–1992, les dépenses afférentes aux activités de recherche pour le développement ont atteint 75,1 millions de dollars, soit 56,1 % des dépenses totales du Centre. Les dépenses relatives aux projets en cours, qui portent principalement sur des travaux de recherche pour le développement, ont augmenté de 7,2 % par rapport aux dépenses effectives de l'exercice 1990–1991. De plus, les dépenses pour de nouveaux projets ont également augmenté de 23,2 % par comparaison à l'année précédente.

Cet accroissement marqué des dépenses avait été prévu au moment de la préparation du budget et reflétait l'augmentation substantielle des nouvelles affectations de projets (20,6 %).

Toutefois, une diminution de 3,9 % des activités de recherche pour le développement est anticipée pour l'année à venir à cause de la réduction de la subvention du Parlement.

Activités reliées à la recherche

Les activités reliées à la recherche comprennent les services techniques, les initiatives de moindre envergure qui permettent d'élaborer des projets de recherche et les activités ayant trait à la diffusion de l'information ou à l'application des résultats de la recherche. Ces activités permettent également de maintenir une bibliothèque spécialisée en recherche pour le développement, qui dessert le milieu canadien du développement et le personnel du CRDI, et de mettre en oeuvre des projets plus restreints à l'appui des grands programmes du CRDI. Les dépenses relatives à cette catégorie se sont élevées à 26,6 millions de dollars en 1991–1992, soit 19,9 % des

dépenses totales du Centre. Ce chiffre représente une augmentation de 8,6 % en regard de l'année précédente.

Les dépenses au titre des services techniques comprennent le coût du personnel de programme dont le rôle est d'aider à l'élaboration de nouveaux projets, de suivre les projets de recherche en cours et de fournir une assistance technique aux bénéficiaires. En 1991–1992, les dépenses relatives aux services techniques étaient de 13,1 millions de dollars, à hauteur donc de 9,8 % des dépenses totales du Centre et traduisant une baisse de 0,6 % par rapport à l'année précédente.

Bureaux régionaux

Les six bureaux régionaux jouent un rôle important pour accroître l'efficacité du Centre dans le soutien des projets de recherche dans les pays en développement. Ils permettent d'entretenir des liens plus étroits avec les bénéficiaires et de mieux répondre aux besoins du tiers-monde et rayonnent à partir de leur siège sis respectivement en Égypte, en Inde, au Kenya, au Sénégal, à Singapour et en Uruguay. Le coût total de fonctionnement de ces bureaux en 1991–1992 a été de 7,8 millions de dollars, soit une diminution de 2,8 % par rapport à 1990–1991.

Administration des divisions

Les dépenses d'administration des divisions se sont élevées à 7,1 millions de dollars en 1991–1992 traduisant une hausse de 2,0 % par rapport à l'année précédente. Elles ont représenté 5,3 % des dépenses totales du Centre en 1991–1992.

Administration générale

Dans le souci d'atteindre à la pleine efficacité de ses opérations, le Centre se doit d'assumer toute une gamme de fonctions relatives aux politiques, à la direction, à l'administration et aux services. Ces fonctions sont pleinement assumées par le Conseil des gouverneurs, le Bureau de direction, le Bureau du Secrétaire et Conseiller juridique, le Trésorier et le Bureau des ressources humaines, ainsi que par les services de l'administration, du traitement électronique des données et de la vérification interne.

Les dépenses d'administration générale ont atteint 11,5 millions de dollars, chiffre inchangé par rapport à l'année financière précédente (voir le tableau 2). Les dépenses au poste de l'administration ont subi une baisse notable en passant de 9,8 % en 1990–1991 à 8,6 % en part relative.

Tableau 2. Dépenses d'administration générale pour l'exercice terminé le 31 mars 1992.

	1992	1991
Traitements et prestations	$ 6 749 156	$ 6 891 464
Loyers et services publics	2 002 109	1 890 128
Dépenses de bureau et divers	1 150 955	1 150 941
Amortissement	496 421	478 441
Services professionnels et spéciaux	429 615	278 663
Télécommunications	223 553	250 719
Déplacements et déménagements	218 723	209 218
Réunions des gouverneurs	175 763	247 432
Assurances	64 045	56 196
Dépenses de groupes de travail	1 011	63 889
Total	$11 511 351	$11 517 091

Coûts du programme de restructuration

Les dépenses au titre du programme de restructuration se sont élevées à 5,8 millions de dollars, somme incluant le versement prévu des indemnités consenties aux employés en vertu d'un programme de rémunération et d'assistance ainsi que les frais d'administration du programme.

Avoir du Canada

L'avoir du Canada, qui était de 8,6 millions de dollars à la fin de l'exercice précédent, est tombé à -1,9 million de dollars au 31 mars 1992. Cette baisse est attribuable à la décision d'inscrire la totalité des dépenses du programme de restructuration dans le présent exercice, jusqu'à concurrence du niveau de dépenses de programmes plus élevé que prévu. Ces dépenses imprévues ont été partiellement compensées par les dépenses d'administration moins élevées que celles prévues au budget.

Années-personnes

En 1991–1992, l'effectif du siège social totalisait 394,9 années-personnes contre 435,3 prévues au budget. Les vacances de postes se sont réparties entre les services techniques, l'administration des divisions et l'administration générale. En 1992–1993, on escompte que le nombre d'années-personnes du siège sera réduit à 348,3.

Affectations

Les affectations totales du Centre en 1991–1992 ont été de 133,6 millions de dollars, en hausse de 18,5 % par rapport aux 112,7 millions de dollars de l'exercice précédent. Cette somme comprend 88,3 millions de dollars affectés à de nouveaux projets, soit 66,1 % des affectations totales de l'année. La figure 4 illustre les affectations de programme par région géographique.

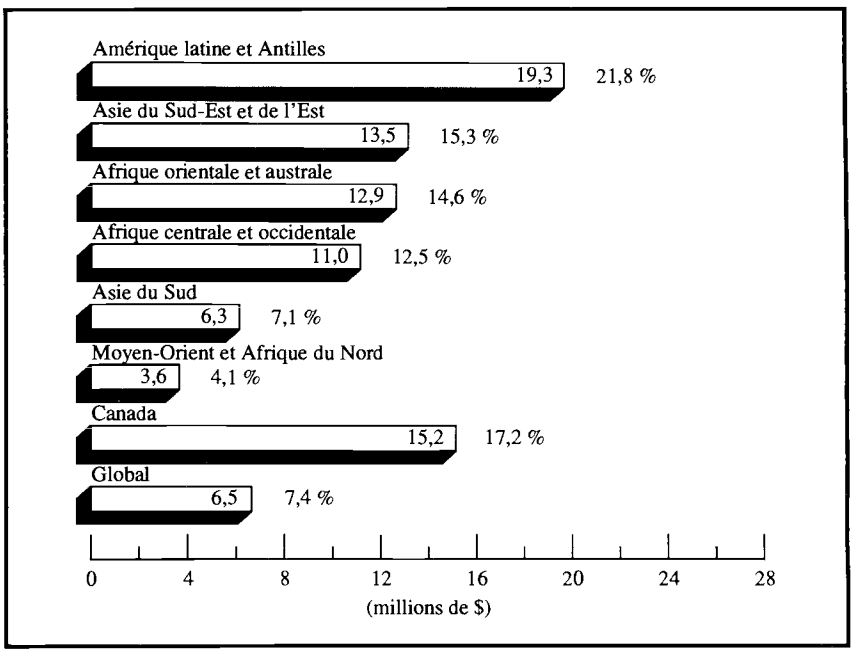

Figure 4. Affectations totales réalisées en 1991–1992 par région.

En 1992–1993, les affectations totales devraient atteindre 120,9 millions de dollars. Sur ce montant, 83,5 millions de dollars, ou 69,1 % seront réservées aux programmes.

Responsabilité en matière d'états financiers

Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux normes comptables généralement reconnues qui conviennent dans les circonstances. La direction assume également la responsabilité de toutes les autres informations contenues dans le rapport annuel qui concordent, s'il y a lieu, avec celles qui sont contenues dans les états financiers. Pour bien s'acquitter de cette responsabilité, la direction s'appuie sur des méthodes et des systèmes de contrôle financier et gestionnel qui garantissent, d'une manière raisonnable, la fiabilité des informations financières, la protection des biens et l'efficacité d'exécution des activités. Il appartient au département de vérification interne du CRDI de procéder à la révision périodique des mécanismes internes de contrôle et leur application.

Le Conseil des gouverneurs est chargé de s'assurer que la direction assume ses responsabilités en matière de communication de l'information financière et de contrôle interne. Il remplit cette fonction par l'entremise du Comité des finances et de la vérification, dont les membres ne sont pas des employés du Centre. Le comité se réunit régulièrement avec la direction, les vérificateurs internes et les vérificateurs externes.

Le Vérificateur général du Canada fait un examen indépendant des états financiers conformément aux normes de vérification généralement reconnues et se prononce en la matière. Son examen comprend un contrôle par sondage et l'exécution de méthodes qui l'autorisent à faire état de la justesse de la présentation des états financiers. Le Comité des finances et de la vérification demeure à l'entière disposition des vérificateurs externes.

Faits saillants financiers (000 $)

	Budget 1991–1992	Réalisations 1991–1992	Écart en pourcentage de budget	Réalisations 1990–1991	1991–1992 contre 1990–1991 (variation en %)
OPÉRATIONS FINANCIÈRES					
Recettes	$121 950	$123 497	1,3	$122 541	0,8
Subvention du Parlement du Canada	115 000	115 800	0,7	114 130	1,5
Contrats de recherche	4 773	5 537	16,0	5 133	7,9
Revenus de placement et d'autres sources	2 177	2 160	-0,8	3 278	-34,1
Dépenses	$125 680	$133 942	-6,6	$117 998	13,5
Projets en cours	47 165	53 356	-13,1	49 734	7,3
Nouveaux projets*	36 139	35 240	2,5	28 554	23,4
Services techniques	13 468	13 093	2,8	13 169	-0,6
Administration générale	13 280	11 511	13,3	11 517	-0,1
Bureaux régionaux	8 141	7 825	3,9	8 048	-2,8
Administration des divisions	7 487	7 113	5,0	6 976	2,0
Programme de restructuration	—	5 804	—	—	—
Excédent des recettes sur les dépenses (des dépenses sur les recettes)	$ (3 730)	$(10 445)	—	$ 4 543	—
ACTIVITÉS DE PROGRAMME					
Affectations	$131 426	$133 647	-1,7	$112 707	18,6
Nouveaux projets	89 050	88 301	0,8	72 997	21,0
Services techniques	13 468	13 093	2,8	13 169	-0,6
Administration générale	13 280	11 511	13,3	11 517	-0,1
Bureaux régionaux	8 141	7 825	3,9	8 048	-2,8
Administration des divisions	7 487	7 113	5,0	6 976	2,0
Programme de restructuration	—	5 804	—	—	—
Engagements	$127 988	$137 359	-7,3	$109 706	25,2
Projets	85 612	92 013	-7,5	69 996	31,5
Services techniques	13 468	13 093	2,8	13 169	-0,6
Administration générale	13 280	11 511	13,3	11 517	-0,1
Bureaux régionaux	8 141	7 825	3,9	8 048	-2,8
Administration des divisions	7 487	7 113	5,0	6 976	2,0
Programme de restructuration	—	5 804	—	—	—

* Incluant les contrats de recherche et les projets préliminaires des divisions.

Exposé financier quinquennal (000 $)

	Réalisations				
	1991–1992	1990–1991	1989–1990	1988–1989	1987–1988
RÉSULTATS DES OPÉRATIONS					
Recettes	$123 497	$122 541	$121 083	$121 293	$112 417
Subvention du Parlement du Canada	115 800	114 130	108 500	114 200	108 100
Revenus de placement et d'autres sources	2 160	3 278	3 306	2 894	2 210
Contrats de recherche	5 537	5 133	9 277	4 199	2 107
Dépenses	$133 942	$117 998	$130 946	$115 975	$106 401
Activités de recherche pour le développement*	75 054	66 925	78 459	67 875	62 362
Activités reliées à la recherche	26 635	24 532	25 257	23 825	21 347
Aide opérationnelle à la recherche	14 938	15 024	16 106	14 388	12 329
Administration générale	11 511	11 517	11 124	9 887	10 363
Programme de restructuration	5 804	—	—	—	—
Excédent des recettes sur les dépenses (des dépenses sur les recettes)	$(10 445)	$ 4 543	$ (9 863)	$ 5 318	$ 6 016
ACTIVITÉS DE PROGRAMME					
Affectations	$133 647	$112 707	$115 677	$141 265	$124 904
Nouveaux projets★	88 301	72 997	74 685	103 659	89 685
Services techniques	13 093	13 169	13 762	13 330	12 527
Administration générale	11 511	11 517	11 124	9 887	10 363
Bureaux régionaux	7 825	8 048	8 728	7 177	5 828
Administration des divisions	7 113	6 976	7 378	7 212	6 501
Programme de restructuration	5 804	—	—	—	—
Engagements	$137 359	$109 706	$145 089	$126 834	$120 154
Projets✣	92 013	69 996	104 097	89 228	84 935
Services techniques	13 093	13 169	13 762	13 330	12 527
Administration générale	11 511	11 517	11 124	9 887	10 363
Bureaux régionaux	7 825	8 048	8 728	7 177	5 828
Administration des divisions	7 113	6 976	7 378	7 212	6 501
Programme de restructuration	5 804	—	—	—	—
Engagements en cours	$105 000	$105 200	$116 100	$104 400	$ 96 000

* Incluant les contrats de recherche.
★ Incluant les projets préliminaires des divisions.
✣ Excluant les contrats de recherche (projets spéciaux).

Activités de recherche et de soutien
pour l'exercice terminé le 31 mars 1992

	1992				1991
	Recherche pour le développement	Activités reliées à la recherche	Soutien à la recherche opérationnelle	Total	Total
PROGRAMMES					
Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition	$24 343 302	$ 5 403 559	$ 1 132 962	$ 30 879 823	$ 27 524 563
Sciences sociales	13 422 652	3 395 738	1 349 476	18 167 866	15 042 755
Sciences de la santé	12 018 226	2 920 773	1 077 479	16 016 478	14 076 129
Sciences de l'information	8 692 256	2 311 279	1 330 533	12 334 068	12 432 891
Sciences de la Terre et du génie	7 540 894	1 511 022	615 663	9 667 579	8 593 433
Bourses	4 603 746	1 188 419	399 618	6 191 783	6 188 200
ACTIVITÉS RELIÉES AUX PROGRAMMES					
Bureaux régionaux	—	1 500 950	7 825 087	9 326 037	9 544 867
Communications	1 941 981	5 181 513	777 956	7 901 450	6 882 933
Activités des programmes spéciaux	2 491 490	750 791	—	3 242 281	3 524 510
Bibliothèque spécialisée en recherche pour le développement	—	1 786 650	—	1 786 650	1 723 452
Liaison et relations extérieures	—	683 825	428 970	1 112 795	946 904
	$75 054 547	$26 634 519	$14 937 744	$116 626 810	$106 480 637

Niveau des années-personnes

	1991–1992		1990–1991	
	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations
DIVISIONS DE PROGRAMME	279,3	251,2	285,1	268,5
Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition	49,0	40,9	47,6	47,0
Sciences sociales	42,0	41,4	44,0	42,2
Sciences de l'information	36,6	32,4	38,6	34,2
Personnel rattaché aux projets	36,4	33,4	36,4	37,2
Sciences de la santé	33,0	26,0	35,0	30,0
Sciences de la Terre et du génie	17,0	13,9	17,0	13,6
Communications	15,0	10,8	15,0	16,3
Personnel rattaché aux projets	28,0	31,1	28,0	25,6
Bourses	11,3	11,0	11,5	11,3
Bureau de planification et d'évaluation	11,0	10,3	12,0	11,1
ADMINISTRATION GÉNÉRALE	153,0	142,7	151,8	148,6
Bureau du Trésorier	37,0	35,8	37,8	36,6
Administration	34,0	31,8	34,0	33,0
Bureau des ressources humaines	18,0	15,9	17,5	16,8
Traitement électronique des données	16,0	15,9	16,0	16,2
Bureau du Secrétaire et Conseiller juridique	15,0	14,8	15,0	14,9
Bureau de direction	15,0	12,5	14,0	13,2
Administration des bureaux régionaux	13,0	12,3	12,5	13,2
Vérification interne	5,0	3,7	5,0	4,7
DÉTACHEMENTS, CONGÉS SABBATIQUES, CONGÉS D'ÉTUDES	3,0	1,0	3,0	1,2
TOTAL : PERSONNEL DU SIÈGE SOCIAL	435,3	394,9	439,9	418,3

AUDITOR GENERAL OF CANADA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au Centre de recherches pour le
développement international
et au
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

J'ai vérifié le bilan du Centre de recherches pour le développement international au 31 mars 1992 et les états des résultats, de l'avoir et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Centre. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada, en accord avec les Normes de vérification internationales. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Centre au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, en accord avec les Normes comptables internationales.

Pour le vérificateur général du Canada

D. Larry Meyers, FCA,
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 18 juin 1992

États financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 1992

Bilan au 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIF		
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme (note 4)	$12 867 402	$16 894 314
Débiteurs	903 988	1 409 170
Frais payés d'avance	1 015 538	882 017
	14 786 928	**19 185 501**
Dépôts recouvrables	153 960	175 976
Immobilisations (note 5)	4 097 388	5 031 677
Fondations (note 6)	214 538	293 041
Total de l'actif	**$19 252 814**	**$24 686 195**
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 7)	$16 535 315	$10 225 827
Fonds pour les contrats de recherche (note 8)	520 651	650 181
	17 055 966	**10 876 008**
Indemnités de cessation d'emploi courues	2 156 193	2 941 320
Loyer reporté — Siège social	1 702 084	2 007 001
Fondations (note 6)	214 538	293 041
Total du passif	**21 128 781**	**16 117 370**
AVOIR	**(1 875 967)**	**8 568 825**
Total du passif et de l'avoir	**$19 252 814**	**$24 686 195**

Approuvé: le Président le Trésorier

État des résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 1992

	1992	1991
DÉPENSES		
Recherche pour le développement		
Subventions de projets	$ 63 045 559	$ 56 382 561
Projets du Centre	6 471 791	5 408 936
Contrats de recherche (note 8)	5 537 197	5 133 337
	75 054 547	**66 924 834**
Activités reliées à la recherche		
Soutien technique	13 093 345	13 169 049
Soutien à l'élaboration de programmes	7 929 919	5 739 734
Diffusion de l'information	3 824 605	3 899 706
Bibliothèque spécialisée en recherche pour le développement	1 786 650	1 723 452
	26 634 519	**24 531 941**
Soutien à la recherche opérationnelle		
Bureaux régionaux	7 825 087	8 047 720
Gestion des divisions	7 112 657	6 976 142
	14 937 744	**15 023 862**
Total des dépenses de recherche et de soutien	**116 626 810**	**106 480 637**
Dépenses d'administration générale	**11 511 351**	**11 517 091**
Dépenses du programme de restructuration (note 9)	**5 803 722**	**—**
	133 941 883	**117 997 728**
RECETTES		
Subvention du Parlement du Canada	**115 800 000**	**114 130 000**
Intérêts sur placements et autres revenus	**2 159 894**	**3 277 863**
Contrats de recherche (note 8)	**5 537 197**	**5 133 337**
	123 497 091	**122 541 200**
EXCÉDENT DES (DÉPENSES SUR LES RECETTES) RECETTES SUR LES DÉPENSES	**$(10 444 792)**	**$ 4 543 472**

État de l'avoir pour l'exercice terminé le 31 mars 1992

	1992	1991
Solde au début de l'exercice	**$ 8 568 825**	**$4 025 353**
Excédent des (dépenses sur les recettes) recettes sur les dépenses	(10 444 792)	4 543 472
Solde à la fin de l'exercice	**$(1 875 967)**	**$8 568 825**

État de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé le 31 mars 1992

	1992	1991
Activités de fonctionnement		
Encaisse (absorbée par le) provenant du fonctionnement		
Excédent des (dépenses sur les recettes) recettes sur les dépenses	$(10 444 792)	$ 4 543 472
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Amortissement des immobilisations	1 374 507	1 374 701
Provision pour le programme de restructuration	5 466 731	—
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	(578 501)	494 327
Gain (perte) lors de l'aliénation d'immobilisations	14 019	(121 724)
Amortissement du loyer reporté	(304 917)	(304 917)
	(4 472 953)	**5 985 859**
Variations de l'actif et du passif de fonctionnement hors caisse		
Débiteurs	505 182	(368 314)
Frais payés d'avance	(133 521)	(32 769)
Dépôts recouvrables	22 016	30 918
Créditeurs et charges à payer	842 757	(1 077 998)
Paiement d'indemnités de cessation d'emploi	(206 626)	(176 135)
Passif lié aux contrats de recherche	(129 530)	(776 110)
	900 278	**(2 400 408)**
Encaisse (absorbée par le) provenant du fonctionnement	**(3 572 675)**	**3 585 451**
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(492 772)	(1 041 560)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	38 535	234 745
	(454 237)	**(806 815)**
(Diminution) augmentation de l'encaisse	**(4 026 912)**	**2 778 636**
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	**16 894 314**	**14 115 678**
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	**$12 867 402**	**$16 894 314**

Notes afférentes aux états financiers du 31 mars 1992

1. Pouvoirs et objectif

Le Centre de recherches pour le développement international est une société sans capital-actions créée en 1970 par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la Loi sur le Centre de recherches pour le développement international. La subvention annuelle accordée par le Parlement du Canada provient du crédit 60 du ministère des Affaires extérieures pour les exercices terminés les 31 mars 1992 et 1991.

Le Centre a pour objectif d'entreprendre, d'encourager, de soutenir et de poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions.

2. Modification du statut légal

Dans le budget fédéral présenté le 25 février 1992, le gouvernement entendait présenter «des mesures législatives visant à donner au CRDI le statut d'établissement public... Le régime administratif du Centre deviendra ainsi conforme à celui des autres organismes de la Fonction publique, tout en préservant la mission de recherche qui le distingue et son conseil international.»

Le 12 juin 1992, le gouvernement du Canada a annoncé que le mandat du Centre serait élargi afin qu'il puisse s'occuper spécifiquement des questions touchant l'environnement et les domaines connexes. Le premier ministre a invité le secrétaire général, au nom des agences des Nations Unies, à proposer les noms des dix personnes devant siéger au Conseil du Centre à titre de membres non canadiens, accentuant ainsi le caractère international du Centre et créant un nouveau partenariat entre le Canada et les Nations Unies.

Comme les négociations avec le gouvernement au sujet de ces deux déclarations se poursuivent, il est trop tôt pour évaluer l'impact de ces mesures sur le Centre.

3. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, en accord avec les Normes comptables internationales, et traduisent les principales conventions suivantes :

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant et amorties sur la durée estimative d'utilisation. Les améliorations locatives sont amorties selon la durée des contrats de location respectifs. Les méthodes comptables

et les taux annuels prévus pour l'amortissement des immobilisations sont les suivants :

	Méthode	Taux (%)
Équipement informatique	Linéaire	20
Améliorations locatives	Linéaire	5–50
Ameublement et équipement de bureau	Solde dégressif	20
Véhicules	Solde dégressif	30
Réseau téléphonique	Linéaire	20

Comptabilisation des recettes

Les subventions du Parlement sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les recettes tirées des contrats de recherche sont comptabilisées lorsque les dépenses afférentes sont engagées. L'excédent des fonds reçus pour les contrats de recherche sur les dépenses est inclus dans le passif à court terme.

Indemnités de cessation d'emploi courues

Les employés bénéficient de certaines indemnités de cessation d'emploi calculées selon le salaire au moment de la cessation et selon les conditions d'emploi. Le passif résultant de ces indemnités est comptabilisé au fur et à mesure que les montants s'accumulent au crédit de l'employé.

Loyer reporté

Les gratuités ou autres avantages reliés à des contrats de location à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée du contrat. Puisque la modification du statut légal entraînera des changements aux conventions comptables, le Centre se propose de compenser le loyer reporté par l'avoir.

Charges de retraite

Les employés du Centre participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. L'employé et le Centre sont tenus de cotiser au Régime. Les cotisations représentent la totalité de la responsabilité du Centre et elles sont comptabilisées sur une base courante.

Impôts sur le revenu

Le Centre n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu.

Conversion des devises

La conversion des devises en dollars canadiens se fait selon un taux de change moyen qui avoisine le taux de change en vigueur à la date de l'opération. L'actif et le passif monétaires sont rajustés selon le taux de change en vigueur en clôture d'exercice. Les gains et les pertes réalisés lors des opérations de change sont imputés aux résultats de l'exercice courant.

4. Encaisse et dépôts à court terme

	1992	1991
Encaisse	**$ (458 624)**	**$ (465 070)**
Dépôts à court terme		
Banques canadiennes	10 345 136	8 530 333
Gouvernements fédéral et provinciaux	1 491 240	—
Sociétés commerciales	1 489 650	6 754 895
Banques étrangères	—	2 074 156
	$12 867 402	**$16 894 314**

L'encaisse comprend une somme de $648 542 déposée à la Banque de crédit et du commerce internationale (B.C.C.I.) au Sénégal. L'accès à ces fonds est contrôlé dans l'attente du résultat des discussions entre les gestionnaires par intérim de la B.C.C.I. au Sénégal, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest et un acheteur éventuel, la Banque africaine de développement.

5. Immobilisations

	1992			1991
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Équipement informatique	$ 5 836 574	$3 517 129	$2 319 445	$3 050 789
Ameublement et équipement de bureau	1 864 360	1 223 816	640 544	702 983
Améliorations locatives	1 245 422	580 376	665 046	785 152
Réseau téléphonique	936 082	785 705	150 377	80 190
Véhicules	882 816	560 840	321 976	412 563
	$10 765 254	**$6 667 866**	**$4 097 388**	**$5 031 677**

L'amortissement pour l'exercice terminé le 31 mars 1992 s'établit à $1 374 507 (en 1991, $1 374 701).

6. Fondations

En 1987, la succession du regretté John Bene a créé une fondation destinée à l'octroi de bourses d'études supérieures en foresterie sociale. Durant la même année, un ancien gouverneur du Centre a établi une fondation pour la recherche appliquée ou consacrée à remplir une mission particulière. En 1990, le Centre a reçu une contribution provenant de la Ve Conférence internationale sur le SIDA (syndrome d'immunodéficience acquise). Cette somme a été versée dans un fonds pour la recherche sur cette maladie dans le tiers-monde.

	1992	1991
Solde au début de l'exercice	$293 041	$433 475
Intérêts créditeurs	23 890	48 816
Dépenses	(102 393)	(189 250)
Solde à la fin de l'exercice	**$214 538**	**$293 041**
John Bene	$159 945	$161 006
Gouverneur	20 862	19 267
SIDA	33 731	112 768
Total des fondations	**$214 538**	**$293 041**

7. Créditeurs et charges à payer

	1992	1991
Charges à payer — projets	$ 5 694 784	$ 6 686 751
Prestations de congés annuels et autres congés	1 510 613	1 472 304
Autres	2 987 786	2 066 772
Programme de restructuration	5 466 731	—
Indemnités de cessation d'emploi	875 401	—
	$16 535 315	**$10 225 827**

8. Contrats de recherche

Les contrats de recherche se rapportent à la recherche exécutée ou gérée par le Centre. La recherche est financée par des organismes internationaux, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et d'autres agences gouvernementales fédérales.

Les dépenses des contrats de recherche s'élèvent à $5 537 197 (en 1991, $5 133 337) et comprennent $3 993 333 (en 1991, $4 681 921) déboursés au nom de l'ACDI. De plus, le Centre a reçu de l'ACDI $214 796 (en 1991, $146 646) à titre de frais d'administration, montant inclus dans les intérêts sur placements et autres revenus.

Les éléments de passif à court terme afférents aux contrats de recherche s'élèvent à $520 651 (en 1991, $650 181) et englobent $124 783 (en 1991, $139 266) au titre des activités de lutte contre le SIDA.

9. Dépenses du programme de restructuration

Durant l'exercice, le Conseil des gouverneurs a approuvé la «Stratégie du CRDI 1991» qui prônait des mesures visant à restructurer les programmes du Centre ainsi que le fonctionnement du siège social et des bureaux régionaux. Une réduction d'effectif de près de 20 % a été décidée en conséquence et sera mise en oeuvre au cours du présent exercice et de l'exercice 1992–1993.

Les dépenses liées à la restructuration comprennent des estimations pour les paiements consentis aux employés en conformité avec le programme spécial d'indemnités et pour d'autres coûts.

Programme spécial d'indemnités de départ	$5 407 362
Aide aux employés et frais de services professionnels	317 206
Administration de programmes	79 154
	$5 803 722

10. Contrats de location-fonctionnement

Le Centre a conclu différents contrats de location pour des locaux de bureaux, du matériel et du logement pour le personnel tant au Canada que dans divers pays. En vertu desdits contrats, les engagements annuels minimums du Centre sont les suivants :

Exercice se terminant le 31 mars	
1993	$ 5 770 801
1994	5 141 685
1995	4 955 140
1996	4 992 292
1997	5 100 864
1998–2000	3 342 361
	$29 303 143

11. Engagements contractuels — Subventions de projets et élaboration de projets

Le Centre s'est engagé à verser des subventions totalisant environ 105 millions de dollars au cours des quatre prochains exercices, à la condition que le Parlement du Canada mette les fonds nécessaires à sa disposition et que les bénéficiaires se conforment aux modalités de subvention des projets. Le Centre a également offert de façon officielle des subventions à des bénéficiaires susceptibles de les recevoir, pour un montant total de 15,8 millions de dollars; il attend l'acceptation de ces offres.

Bourses

Bourses accordées à des chercheurs canadiens

Le CRDI encourage les Canadiens à participer à la solution des problèmes de développement qui affectent les pays du Sud en accordant les bourses Jeunes chercheurs canadiens qui permettent chaque année à des diplômés universitaires ou à des jeunes professionnels de compléter des travaux de recherche dans un pays en développement pendant une année.

Bourses accordées à des jeunes chercheurs canadiens

Bazimya, Peter B. (Canada, Université d'Ottawa)
Entreprendre une recherche sur le rôle du facteur géographique dans les initiatives de développement (projets et programmes) dans la région du lac Victoria en Ouganda; Département de géographie, Makerere University, Kampala, Ouganda

Beaulieu, Nathalie (Canada, Université de Sherbrooke)
Entreprendre une recherche en vue d'obtenir un doctorat en télédétection; Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza, Turrialba, Costa Rica

Buckland, Jerry D. (Canada, Université du Manitoba)
Entreprendre une recherche doctorale en économie du développement sur la capacité des organisations non gouvernementales de promouvoir la lutte contre la pauvreté par le développement au Bangladesh; Bangladesh Institute of Development Studies, Dhaka, Bangladesh

Carver, Martin (Canada, Université de Colombie-Britannique)
Entreprendre une recherche doctorale en pédologie et en hydrologie sur l'évaluation quantitative des processus d'érosion et de sédimentation en rapport avec l'agriculture et la foresterie dans le bassin hydrographique du Jhikhu Khola au Népal; Topographical Survey Branch, Ministry of Land Reform and Management, Katmandou, Népal

Clément, Alain (Canada, Université Laval)
Entreprendre une recherche doctorale en agronomie sur les effets de la décomposition des résidus de *Sesbania* sur la nutrition azotée du riz (*Oryza sativa* L.) évalués à l'aide de la méthode de dilution du ^{15}N; Institut international de recherches sur le riz, Los Baños, Philippines

Constabel, Caroline Eva (Canada, Université de Guelph)
Entreprendre une recherche doctorale en phytosélection sur les techniques de sélection moléculaire de la résistance au flétrissement bactérien du haricot commun (*Phaseolus vulgaris*); Unité de recherche biotechnologique, Centro Internacional de Agricultura Tropical, Cali, Colombie

Dashwood, Hevina (Canada, Université de Toronto)
Entreprendre une recherche doctorale en sciences politiques sur la politique commerciale du Zimbabwe; Political and Administrative Studies, University of Zimbabwe, Harare, Zimbabwe

Garvin, Richard (Canada, Université de Calgary)
Entreprendre des études de doctorat en archéologie; Servicios Académicos, Instituto Nacional de Antropología e Historia, México, DF, Mexique

Harbin, Nancy L. (Canada, Université de Toronto)
Entreprendre une recherche doctorale en économie sur les structures des mesures incitatives, les politiques et les décisions des producteurs dans le secteur des biens de production du Zimbabwe; Département des sciences économiques, University of Zimbabwe, Harare, Zimbabwe

Marton, Andrew (Canada, Université de Colombie-Britannique)
Entreprendre une étude doctorale en géographie sur les liens entre la ville et la campagne et la transition vers l'économie spatiale dans le comté de Kunshan (Chine); East China Normal University, Shanghai, République populaire de Chine

Michaud, Jean (Canada, Université de Montréal)
Entreprendre une recherche sur le tourisme et développement dans une communauté de montagnards du nord thaïlandais pour un doctorat en anthropologie; Département de sociologie et d'anthropologie, Université de Chiang Mai, Chiang Mai, Thaïlande; et le Tribal Research Institute — Office de la recherche scientifique et technique outre-mer Project, Tribal Research Institute, Chiang Mai, Thaïlande

Newton, Caroline (Canada, Université Simon Fraser)
Entreprendre une recherche pour une thèse de maîtrise en communication intitulée : «Research as if women mattered: participation in research with women and the environment in Africa»; Environmental Liaison Centre International, Nairobi, Kenya

Ogilvie, Linda (Canada, Université de l'Alberta)
Entreprendre une recherche doctorale en éducation sur les infirmières et les soins de santé primaires au Népal; Institute of Medicine, Tribhuvan University, Katmandou, Népal

Rivard, Jacinthe (Canada, Université Laval)
Entreprendre une étude exploratoire pour obtenir une maîtrise en santé communautaire; Direction nationale de la protection, Ministère de la santé publique, Cotonou, Bénin

Serieux, John Eudes (Canada, Université de Toronto)
Entreprendre une recherche pour une thèse doctorale en sciences économiques intitulée : «Financial policy in structural adjustment programs: the case of three African countries»; Université du Ghana, Legon, Ghana; Département d'économie, Université de Dar es-Salaam, Dar es-Salaam, République-Unie de Tanzanie; Département d'économie, Université de Nairobi, Nairobi, Kenya; et le Centre africain d'études monétaires, Dakar, Sénégal

St Christian, Douglass P. (Canada, Université McMaster)
Entreprendre une recherche doctorale en anthropologie pour une thèse intitulée : «The thoughtful body: the Samoan experience of health, illness, and cure-implications»; National University of Samoa, Apia, Samoa

Young-Leslie, Heather E. (Canada, Université York)
Entreprendre une recherche doctorale en anthropologie sur les pratiques de santé maternelle; Village Women's Development Committee and Foundation for the People's of the South Pacific, Nukualofa, Tonga

Bourses Gemini

Norris, Alexander (Canada)
Entreprendre un stage au Service de nouvelles Gemini à Londres, R-U, stage qui comportera des missions et des travaux de recherche au Brésil

Richardson, Mark (Canada)
Entreprendre un stage au Service de nouvelles Gemini à Londres, R-U, stage qui comportera des missions et des travaux de recherche au Cameroun, au Ghana, au Nigéria et au Zaïre

Bourses Bene

McKay, Deirdre (Canada)
Entreprendre la recherche pour sa thèse intitulée «Linking land tenure systems to women and forestry: the impact of land certification on women in Northern Luzon»; University of the Philippines at Los Baños, Laguna, Philippines

Sawin, Stewart Wade (Canada)
Entreprendre la recherche pour sa thèse intitulée «Tea production, energy use, and the sustainability of an upland agroforestry system in northern Thailand»; Social Research Institute, Chiang Mai, Thaïlande

Bourses accordées dans le cadre d'un programme de stages au Centre

Le programme de stages offre des possibilités de formation au Centre même dans leur domaine d'intérêt, à des personnes provenant d'établissements ou de projets envers lesquels le Centre s'est déjà engagé. En outre, ces personnes partagent avec le personnel du Centre leur connaissance de leur milieu de recherche et de leur culture en participant au travail de la division ou du bureau régional où elles font leur stage.

Brainerd, Theophilus R. (Sierra Leone)
Étendre ses connaissances et ses compétences en économie des pêches; Divisions des sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition et des sciences sociales, CRDI, Ottawa, ON, Canada

Chikuru, Iranga (Zaïre)
Acquérir des connaissances et des compétences au CRDI; Division des sciences de la santé, CRDI, Ottawa, ON, Canada

MacDonald, Barbara A. (Canada)
Acquérir des connaissances et des compétences au CRDI; Division des sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition, CRDI, Ottawa, ON, Canada

Moreau, Lisa (Canada)
Acquérir des connaissances et des compétences au CRDI et apporter sa propre connaissance et compréhension du milieu de la recherche en travaillant au Bureau de planification et d'évaluation; Bureau de planification et d'évaluation, CRDI, Ottawa, ON, Canada

Seck, Oumar (Sénégal)
Acquérir des connaissances et des compétences au CRDI; Section Femmes, hommes et développement, CRDI, Dakar, Sénégal

Bourses accordées à des chercheurs du Sud

Le CRDI aide à la formation des scientifiques des pays en développement. L'accent est mis sur la formation professionnelle de façon à aider les chercheurs à réaliser des travaux de qualité et à faire profiter leurs institutions d'un personnel hautement qualifié.

Le CRDI offre divers programmes de formation pour répondre aux besoins de la communauté de recherche autochtone. Il choisit des candidats dans les projets et les réseaux de recherche qu'il subventionne, candidats qui peuvent recevoir une formation spécialisée à court terme ou une formation menant à l'obtention d'un diplôme supérieur ou participer à des échanges de stagiaires entre institutions.

Bourses accordées dans le cadre de programmes

Ahamrouni, Jamal (Maroc)
Entreprendre des études pour obtenir un doctorat en hydrogéologie; Faculté des sciences, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal

Almendarez, Leroy (Belize)
Faire une maîtrise en administration commerciale axée sur l'administration des systèmes d'information; École des études supérieures, Université d'Ottawa, Ottawa, ON, Canada

Asiema, Joy K. (Kenya)
Terminer sa maîtrise en recherche juridique; Harvard Law School, Cambridge, MA, É-U

Camara, Ibrahima (Sénégal)
Effectuer un stage en épidémiologie et statistique; School of Hygiene and Public Health, Johns Hopkins University, Baltimore, MD, É-U

de Salazar, Ligia (Colombie)
Obtenir un doctorat en épidémiologie sociale; Département d'épidémiologie et de biostatistique, Université McGill, Montréal, QC, Canada

Gathumbi, A.M.W. (Kenya)
Obtenir un doctorat en recherche et en formation; Educational Communication Technology, Kenyatta University, Nairobi, Kenya

Institut international de planification de l'éducation (France)
Permettre à sept personnes [T. Elad, F. Ngum Kwe, H. Ngwa, C. Nkwate et F. Wangko (Cameroun); S.B. Suso (Gambie) et A.B. Sesay (Sierra Leone)] de suivre un cours intensif en éducation, emploi et perfectionnement des ressources humaines; Institut international de planification de l'éducation, Paris, France

Kiondo, Elizabeth (République-Unie de Tanzanie)
Suivre un cours en information bibliographique sur le développement; Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton, Sussex, R-U

Kivilu, Joseph M. (Kenya)
Entreprendre des études de doctorat en psychologie de l'éducation; Département de psychologie de l'éducation, Université de l'Alberta, Edmonton, AB, Canada

Malleshi, N.G. (Inde)
Accroître ses compétences en fabrication de malt de sorgho et de mil pour

renforcer le Central Food Technological Research Institute; Department of Grain Science and Industry, Kansas State University, Manhattan, KS, É-U

Martinez, Olga de Armas (Cuba)
Entreprendre des études en vue d'une spécialisation en gestion; Decanato de Estudios de Posgrado, Universidad Simón Bolívar, Caracas, Venezuela

Mbugua, Jason K. (Kenya)
Entreprendre des études de doctorat en économie de la santé; Department of Health Economics, University of Sussex, Brighton, Sussex, R-U

Minolitti, Claudia (Argentine)
Entreprendre des études de doctorat en sociologie; Sociology Department, New School for Social Research, New York, NY, É-U

Oryokot, Joseph O.E. (Ouganda)
Entreprendre des études de doctorat en phytotechnie; Département de phytotechnie, Université de Guelph, Guelph, ON, Canada

Pham, Bich San (Viet Nam)
Participer à un atelier sur l'évaluation des besoins et la gestion de programmes de santé et de planning familial; Institut de recherche démographique et sociale, Université Mahidol, Bangkok, Thaïlande

Quan, Bo (République populaire de Chine)
Suivre un cours sur l'amélioration de la recherche; Research Management Center, Southeast Asian Regional Center for Graduate Study and Research in Agriculture, Los Baños, Laguna, Philippines

Rao, P.V. (Inde)
Suivre un cours de formation en gestion intermédiaire et des services extérieurs ainsi qu'en supervision du personnel; Asia and Pacific Programme for Development Training and Communication Planning, Manille, Philippines

Touré, Cheikhou Oumar (Sénégal)
Entreprendre des études menant à une maîtrise en sciences forestières; Faculté de foresterie et de géomatique, Université Laval, Québec, QC, Canada

Université Khon Kaen (Thaïlande)
Diriger un cours de courte durée sur les machines agricoles pour petites fermes à l'intention de quatre candidats du Viet Nam (Dang Huu Dang, Dang Quang Loc, Nguyen Bong et Nguyen Thuan Nhu); Faculté de génie, Université Khon Kaen, Khon Kaen, Thaïlande

Wu, Wanfa (République populaire de Chine)
Participer à un programme pour cadres en développement; Department of Management, Asian Institute of Management, Manille, Philippines

Yee, Sin Joan (Fiji)
Entreprendre des études de maîtrise en administration commerciale de la technologie de l'information; Victoria University of Technology, Royal Melbourne Institute of Technology, Melbourne, Australie

Zepeda, Maria Cristina (Nicaragua)
Entreprendre des études de troisième cycle avec spécialisation en gestion de l'information; Universidad Simón Bolívar, Caracas, Venezuela

Bourses accordées dans le cadre de projets

Apaga, Arnel R.M. (Philippines)
Entreprendre des études de maîtrise en économie agricole; Department of Agricultural Economics, University of the Philippines at Los Baños, Laguna, Philippines

Armenia, Pedro T. (Philippines)
Entreprendre des études de doctorat en économie agricole; College of Agriculture, University of the Philippines at Los Baños, Laguna, Philippines

Baah, John (Ghana)
Entreprendre des études de doctorat en zootechnie avec spécialisation en alimentation des ruminants; Département de zootechnie, Université de Colombie-Britannique, Vancouver, BC, Canada

Ben Khalti, Abdellah (Maroc)
Entreprendre des études menant à un doctorat en télédétection; Centre d'applications et de recherches en télédétection, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, QC, Canada

Boxill, Ian (Barbade)
Faire la recherche dans les Antilles pour sa thèse intitulée «The roots of a miracle: an analysis of the development experience of Barbados»; Department of Sociology, Colorado State University, Fort Collins, CO, É-U

Chege, Amos (Kenya)
Entreprendre des études de doctorat en planification de l'éducation et en études de politiques; State University of New York, Albany, NY, É-U

De Silva, M.W. Amarasiri (Sri Lanka)
Terminer son doctorat en anthropologie médicale; Department of Medical Anthropology, University of Connecticut, Storrs, CT, É-U

Dia Hantchi, Karimou (Nigéria)
Obtenir une maîtrise en sciences de la terre; Centre de recherche en géochimie isotopique et en géochronologie, Université du Québec à Montréal, Montréal, QC, Canada

Douglas, Charles (Jamaïque)
Entreprendre des études de doctorat en économie des aliments et des ressources; Food Resource Economics, University of Florida, Gainsville, FL, É-U

Macharia, D.N. (Kenya)
Suivre un cours en information bibliographique sur le développement; Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton, Sussex, R-U

Maliki, Aboudou Raoufou (Bénin)
Entreprendre des études pour un doctorat en hydrogéologie; Département de géologie, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal

Manalabe, Ruben Eslava (Philippines)
Entreprendre des études de maîtrise en génie agricole; Central Luzon State University, Muñoz, Philippines

Muthaka, James K. (Kenya)
Entreprendre des études de doctorat en économie agricole; Département d'économie agricole, Université du Manitoba, Winnipeg, MB, Canada

Ndiaye, Babacar (Sénégal)
Entreprendre un stage de perfectionnement en modélisation et optimisation en hydrogéologie; Département de géologie, Université Laval, Québec, QC, Canada

Nguyen, Lan Bang (Viet Nam)
Suivre un cours de formation; Institut asiatique de technologie, Bangkok, Thaïlande

Oga Yei, Marie-Solange (Côte d'Ivoire)
Entreprendre des études menant à une maîtrise en hydrologie isotopique; Université du Québec à Montréal, Montréal, QC, Canada

On-Anong, Suraniranat (Thaïlande)
Terminer les cours nécessaires à l'obtention d'une maîtrise en bibliothéconomie et en sciences de l'information; École de bibliothéconomie et des sciences de l'information, Université Western Ontario, London, ON, Canada

Rillo, Alicia (Philippines)
Entreprendre un programme de stages et une tournée d'études à l'Université Cornell; Department of Information Sciences, National Agricultural Library, Beltsville, MD, É-U

Rocca, Leopoldo (Pérou)
Participer à un cours sur la recherche en agroforesterie au service du développement; Conseil international de recherche en agroforesterie, Nairobi, Kenya

Rugube, Lovemore (Zimbabwe)
Entreprendre des études de doctorat en économie agricole; Département d'économie agricole, Université du Manitoba, Winnipeg, MB, Canada

Sun, Qiu (République populaire de Chine)
Suivre un cours portant sur la recherche sur les légumes; Asian Vegetable Research and Development Center, Bangkok, Thaïlande

Tandang, Leoncia L. (Philippines)
Entreprendre des études de doctorat en phytosélection; Agronomy Department, University of the Philippines at Los Baños, Laguna, Philippines

Vu Thi, Kim Thoa (Viet Nam)
Suivre un cours de formation; Institut asiatique de technologie, Bangkok, Thaïlande

Williams, Esther (Fiji)
Entreprendre des études de doctorat en politique de l'information; Information Science Department, University of Queensland, St Lucia, Australie

Xie, Chen (République populaire de Chine)
Participer à un programme de formation en planification, implantation, suivi et évaluation (petit groupe) de projets agricoles; Agricultural Development Planning Center, Kasetsart University, Bangkok, Thaïlande

Bourses liées à un établissement d'enseignement

Adegoke, Adenrele S. (Nigéria)
Entreprendre des études de maîtrise en politique scientifique et

technologique; Science Policy Research Unit, University of Sussex, Brighton, Sussex, R-U

Bada, Rianatou (Sénégal)
Entreprendre des études en vue d'une maîtrise en pathologie et microbiologie; Faculté de médecine vétérinaire, Université de Montréal, Ste-Hyacinthe, QC, Canada

Camacho, José Salcedo (Pérou)
Entreprendre des études pour l'obtention d'une maîtrise en sciences vétérinaires; Faculté de médecine vétérinaire, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, Lima, Pérou

Fundacíon de la Universidad de Costa Rica para la Investigación (Costa Rica)
Permettre à trois étudiants [Maribel Umana Madrigal (Costa Rica), Maria Isabel Zuniga Quiros (Costa Rica) et Miguel de Castilla Urbina (Nicaragua)] de faire une maîtrise en sociologie; Programa de Posgrado en Sociología, Universidad de Costa Rica, San José, Costa Rica

Mengich, E.K. (Kenya)
Entreprendre des études de maîtrise en foresterie; Département de foresterie, Université de Colombie-Britannique, Vancouver, BC, Canada

Muwanga, Joyce N. (Ouganda)
Entreprendre des études de maîtrise en foresterie; Département des sciences végétales, Université de Colombie-Britannique, Vancouver, BC, Canada

Nartey, Robert C. (Ghana)
Entreprendre des études de doctorat en sciences de l'information, en stockage et en récupération de l'information; Department of Information Studies, University of Sheffield, Sheffield, Yorkshire, R-U

Nguenga, David (Cameroun)
Entreprendre des études de maîtrise en production animale en aquiculture; Université d'agriculture de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas

Nyali, Gray L. (Malawi)
Entreprendre des études de maîtrise en bibliothéconomie; Department of Information and Library, University College of Wales, Aberystwyth, Cardigan, Pays de Galles, R-U

Poiri, Alain Z. (Côte d'Ivoire)
Entreprendre une formation dans le domaine de l'édition; Département de marketing, Collège Ahuntsic, Montréal, QC, Canada

Pontificia Universidad Javeriana (Colombie)
Permettre à sept étudiants (Jaime Cifuentes, Alvaro Marquez, Jaime Ovies, Manuel Restrepo, Manuel Salazar, William Sanabria et Otto Vergara) d'entreprendre des études de maîtrise en sciences politiques; Facultad de Estudios Interdisciplinarios, Pontificia Universidad Javeriana, Bogotá, Colombie

Ranko, Limakatso Eunice (Lesotho)
Entreprendre des études de maîtrise en gestion de l'information; Department of Administration, University of Sheffield, Sheffield, Yorkshire, R-U

Sène, Mamadou (Sénégal)
Effectuer un stage de perfectionnement en gestion documentaire au service de documentation; Centre international de l'enfance, Paris, France

Yao, Kouamé (Côte d'Ivoire)
Entreprendre des études menant à une maîtrise en gestion de projets d'ingénierie et d'aménagement; Gestion des projets, Université du Québec à Montréal, Montréal, QC, Canada

Bourses Pearson

Les titulaires d'une bourse Pearson entreprennent un programme d'études en administration publique et en gestion à la Faculté d'administration de l'Université d'Ottawa (ON, Canada) et suivent un stage dans un ministère du gouvernement.

Alam, Dipo (Indonésie)
Poste actuel dans son pays d'origine : Chef de la Section des études sur les changements technologiques, Institut indonésien des sciences, Centre d'analyse du développement de la science et de la technologie

Chong, Chok-Ngee (Malaisie)
Poste actuel dans son pays d'origine : Chef du Centre de chimie et de biotechnologie, Institut de normalisation et de recherche industrielle de Malaisie, Ministère des sciences, de la technologie et de l'environnement

Chongkum, Wantanee (Thaïlande)
Poste actuel dans son pays d'origine : Coordinateur du Programme des services industriels, Agence nationale de développement scientifique et technologique, Département de la science et de la technologie pour le développement, Division du soutien au développement industriel et techno-commercial

Eclar, Veneranda (Philippines)
Poste actuel dans son pays d'origine : Directeur du Service de planification et d'évaluation, Département de la science et de la technologie

Relia, Sadhana (Inde)
Poste actuel dans son pays d'origine : Agent scientifique principal, Ministère de la science et de la technologie

Soenarijadi, Sri Dewi (Indonésie)
Poste actuel dans son pays d'origine : Chef de la Subdivision pour la science et la technologie du Comité national, Division de la coopération entre institutions, Institut indonésien de la science, Bureau de la Coopération entre institutions en science et technologie

Srivastava, Rakesh Chandra (Inde)
Poste actuel dans son pays d'origine : Agent scientifique principal, Secrétariat du Conseil de recherche en science et génie, Ministère de la science et de la technologie